

Chambre des Représentants		Kamer der Volksvertegenwoordigers	
Session de 1931-1932		N° 310	
		SÉANCE du 20 Juillet 1932	VERGADERING van 20 Juli 1932
		Zittingsjaar 1931-1932	

PROPOSITION DE LOI

tendant à la reprise des charbonnages par l'Etat.

DÉVELOPPEMENTS

MADAME, MESSIEURS,

La crise que l'industrie charbonnière du monde entier traverse pourra peut-être diminuer d'intensité avec la disparition de la crise générale, elle ne pourra disparaître complètement, car les phénomènes qui l'ont déterminée iront plutôt en se développant. Ces phénomènes sont : d'un côté l'augmentation de la production dans des pays qui produisaient naguère peu ou pas de charbon; de l'autre côté, la multiplication des rivaux du charbon se sont considérablement développés depuis 1919 et semblent devoir continuer dans cette voie.

L'aboutissement fatal de ce processus, c'est la disparition d'une grande partie de nos mines et c'est, partant, l'appauvrissement de la Belgique, qui ne possède aucune matière première à l'exception du charbon.

Ce danger aurait pu être évité par un accord international, il semble bien, hélas! que cet accord ne doive pas se réaliser assez vite pour éviter la catastrophe que nous craignons.

Il faut chercher ailleurs et nous croyons dans le fond de notre pensée que le seul remède capable de sauver l'industrie charbonnière belge est la « nationalisation des mines ».

Pour s'en rendre compte, il faut étudier le marché charbonnier international, il faut déterminer la place qu'y tient la Belgique, il faut analyser les possibilités de lutte de nos concurrents et les nôtres. C'est ce que nous avons fait.

**LA SITUATION DE LA BELGIQUE
SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL DU CHARBON.**

Les principaux pays charbonniers d'Europe produisent ensemble 600 millions de tonnes de charbon en moyenne par an, dans cette quantité la Belgique entre pour 27,500,000 tonnes (1).

(1) La production la plus élevée a été atteinte en 1928 avec 27,578,000 tonnes.

WETSVOORSTEL

tot maasting van de steenkolenmijnen door den Staat.

TOELICHTING

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

De crisis in de kolennijverheid over de gansche wereld zal misschien minder scherp worden eens dat de algemeene crisis voorbij is, maar heelemaal zal zij niet kunnen verdwijnen, daar de verschijnselen die haar hebben doen ontstaan zich eer nog zullen uitbreiden. Deze verschijnselen zijn : enerzijds de aangroei van de productie in de landen waar vroeger weinig of geene steenkolen werden voortgebracht, anderzijds zijn de producten die de steenkool vervangen aanzienlijk toegenomen sedert 1919 en dit schijnt nog aan te groeien.

Dit moet fataal uitloopen op het verdwijnen van een groot deel van onze mijnen, en de verarming van België, dat buiten de steenkolen geen andere grondstoffen bezit.

Een internationaal akkoord zou dit gevaar hebben kunnen weren, maar het schijnt wel, eilaas! dat dit akkoord niet tijdig genoeg zal tot stand komen om de ramp die wij vreezen te vermijden.

Men moet elders zoeken, en in onze innigste overtuiging denken wij dat het eenige middel om de kolennijverheid te redden is : de nationalisatie van de mijnen.

Om dit te begrijpen moet men de internationale kolenmarkt bestudeeren, men moet de plaats kennen die België er bekleedt, men moet de mogelijkheden van mededinging tusschen de concurrenten en ons zelf analyseeren. Dat hebben wij gedaan.

**DE PLAATS VAN BELGIË
OP DE INTERNATIONALE KOLENMARKT.**

De voornaamste steenkolen-landen van Europa produceeren te zamen gemiddeld 600 miljoen ton kolen per jaar, en daarin staat België met 27,500,000 ton (1).

(1) De hoogste productie werd bereikt in 1928 met 27,578,000 ton.

Notre influence est nulle, mais on s'en rendra encore mieux compte quand on saura que l'Angleterre et l'Allemagne, qui sont nos principaux concurrents, produisent, la première 260 millions de tonnes de charbon par an et la seconde 160 millions de tonnes.

Voici au surplus un tableau qui donne la production annuelle, pendant ces dernières années pour les principaux pays charbonniers d'Europe :

Pays. — Landen.	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931
(En milliers de tonnes. — In duizendtallen ton.)												
Angleterre (Engeland)	233.2	165.9	253.6	280.4	271.4	247.1	128.3	263.5	241.3	262.0	247.8	223.7
Allemagne (1) (Duitschland)	107.5	163.9	119.2	62.3	118.8	132.6	145.3	153.6	150.9	163.4	142.7	118.6
France (2) (Frankrijk)	24.3	28.2	31.1	37.7	44.0	47.1	51.4	51.8	51.4	53.8	53.9	56.0
Pologne (Polen)	30.2	30.0	34.8	36.1	32.2	29.0	35.7	41.3	43.3	46.2	37.5	28.3
Hollande (Holland)	3.9	3.9	4.6	5.3	6.2	6.8	8.6	9.2	10.7	11.6	12.2	12.9
Belgique (België)	22.4	21.8	21.2	22.9	23.4	23.1	25.3	27.6	27.6	26.9	27.4	27.4

Ce tableau confirme déjà l'affirmation que nous avançons plus haut, voici des renseignements d'une autre nature qui l'appuient fortement.

Le salaire à la tonne produite est l'élément essentiel du prix de revient, car le charbon ne subit pas de grandes manipulations qui augmentent sa valeur. Dès lors, la production par ouvrier joue un rôle essentiel. Or, ici encore nous sommes handicapés à cause de la nature de notre gisement spécialement bouleversé et grisouteux et dont les veines sont de faible puissance.

Voici, pour les pays qui figurent au tableau donné plus haut, la production par ouvrier et par jour :

	Kgr.	Observations.
Angleterre	1,111	4 ^e trimestre 1931.
Allemagne	1,608	Bassin de la Ruhr, mars 1932
France	694	Année 1930.
Pologne	1,369	Haute-Silésie, 1930.
Hollande	1,183	Année 1930.
Belgique	619	Mars 1932.

Ces chiffres sont frappants et suggestifs. Examinés en commun avec la production, ils prouvent notre infériorité sur le marché et l'impossibilité dans laquelle nous nous trouvons d'y conserver une place un peu convenable.

Peut-on espérer corriger les éléments de la lutte? Par exemple peut-on espérer augmenter dans une proportion appréciable le rendement par ouvrier afin

Onze invloed is nul, men zal zich daar echter nog beter rekenschap van geven wanneer men weet dat Engeland en Duitschland, die onze eerste concurrenten zijn, de eerste ieder jaar 260 miljoen en de tweede 160 miljoen ton kolen voortbrengen.

Ziehier ten andere eene tabel die de jaarlijksche productie aangeeft in de laatste jaren voor de voornaamste kolenlanden van Europa :

Deze tabel bevestigt reeds wat wij hooger schreven. Hierbij nog inlichtingen van een anderen aard die onze meening bekrachtigen.

Het loon per voortgebrachte ton is het essentieel gegeven voor den kostprijs, want de kolen ondergaan geen groote bewerkingen die de waarde er van vermeerderen. Dienvolgens speelt de productie per arbeider een hoofdrol. Welnu, hier ook zijn wij gehandicapeerd door den aard van onze kolenlagen die zeer onregelmatig en grauwwuurhoudend zijn, en bovendien eene zwakke opbrengst leveren.

Ziehier voor de landen van bovenstaande tabel de productie per arbeider en per dag :

	Kgr.	Opmerkingen.
Engeland	1,111	4 ^{de} trimester 1931.
Duitschland	1,608	Roerbekken, Maart 1932.
Frankrijk	694	Jaar 1930.
Polen	1,369	Opper-Silezië, 1930.
Holland	1,183	Jaar 1930.
België	619	Maart 1932.

Deze cijfers zijn veelzeggend en treffend. Beschouwd te gelijk met de productie bewijzen ze onze inferioriteit op de markt, en de onmogelijkheid waarin wij ons bevinden er eene min of meer behoorlijke plaats in te nemen.

Bestaat er hoop om de gegevens in dezen strijd wat te verbeteren? Bij voorbeeld eene werkelijke vermeerdering van de opbrengst per arbeider, om in een

(1) Territoire actuel.

(2) Y compris l'Alsace-Lorraine.

(1) Tegenwoordig gebied.

(2) Met inbegrip van Elzas-Lotharingen.

de nous rapprocher dans une mesure assez sensible des chiffres de nos concurrents? Il ne faut pas y songer.

L'emploi des machines a été poussé à l'extrême limite, aujourd'hui, 95 % du charbon abattu l'est par le moyen des marteaux-pics, le nombre de ceux-ci qui était de 14,091 en 1924 est aujourd'hui de 22,709. Le nombre d'ouvriers abatteurs est en général inférieur à ce chiffre.

La concentration de nos mines, la fusion des sociétés, se sont poursuivies sans discontinuer depuis 1919. Aussi le nombre de sociétés exploitantes, qui était de 115 en 1919 (bassin du Sud), était de 86 en 1930 malgré le développement du bassin de la Campine et le nombre de puits en activité, qui était de 265 en 1919, n'était plus que de 227 en 1930. En outre, des couches à faible rendement ont été abandonnées.

La production par ouvrier a été poussée jusque 610 kilogs par ouvrier contre 538 en 1913, mais les exploitants déclarent que l'entretien et l'amortissement des machines, ainsi que la diminution de la quantité de gros charbon contre-balancent l'avantage résultant de l'emploi des machines.

Un développement considérable de l'outillage n'est donc plus guère possible et, si la concentration des mines se continue, elle se traduira, tout au moins en partie, par l'accentuation du phénomène que nous soulignons plus haut : l'abandon de puits et de couches.

Peut-on espérer que la disparition de la crise économique générale permettra à l'industrie charbonnière de retrouver son activité et sa prospérité?

Certes une reprise de l'industrie en général aura certainement une influence sur l'industrie charbonnière, mais on ne peut pas espérer une solution complète de nos difficultés.

Il y a trop de charbon. L'Angleterre peut produire 30 millions de tonnes en plus, l'Allemagne peut produire aussi beaucoup plus, elle a eu 1,200,000 mineurs occupés en 1920, elle n'en a plus que 475,000.

La capacité de production des pays d'Europe est telle que pendant la grève anglaise de 1926, les autres pays charbonniers d'Europe ont produit 80 millions de tonnes en plus qu'en 1925 et, si l'on fait entrer les Etats-Unis en ligne de compte, on trouve que le manque à produire de l'Angleterre fut couvert à trois millions de tonnes près (1,187 millions en 1925; 1,184 en 1926).

L'histoire de ces dix années prouve qu'en temps normal l'industrie charbonnière belge ne saurait vivre que très difficilement. C'est la troisième crise que nous connaissons depuis dix ans et nos charbonnages n'ont connu une réelle prospérité qu'à la faveur d'événements extérieurs, tels que l'occupation de la Ruhr en 1923 et la grande grève anglaise en 1926.

zekere mate de cijfers te benaderen van onze concurrenten? Geen denken aan.

Het gebruik van de machines werd heden ten dage tot het uiterste doorgevoerd, 95 t. h. van de kolen wordt gekapt met hakhamers, waarvan het getal, van 14,091 in 1924, thans tot 22,709 gestegen is. Het getal houwens is over het algemeen beneden dit cijfer.

De concentratie van onze mijnen, de fusie van de vennootschappen, werd zonder verpoezen voortgezet sedert 1919. Ook bedroeg het getal exploiteerende vennootschappen, dat 115 was in 1919 (zuiderbekken) 86 in 1930, ondanks de uitbreiding van het Kempisch kolenbekken en het getal in werking zijnde putten, dat 265 was in 1919, was maar 227 meer in 1930. Er werden bovendien lagen met zwakke opbrengst verlaten.

De productie per arbeider werd opgedreven tot 610 kg. tegen 538 in 1913; maar de exploitanten verklaren dat het onderhoud en de amortisatie der machines, evenals de vermindering van de hoeveelheid grove kolen, tegen het voordeel voortvloeiend uit het gebruik van machines opwegen.

Een aanzienlijke uitbreiding van de uitrusting is dus bijna niet meer mogelijk, en zoo de concentratie van de mijnen voortgaat zal dit tenminste gedeeltelijk voor gevolg hebben de verscherping van het hooger aangestipt verschijnsel : het verlaten van putten en van lagen.

Bestaat er hoop dat door het verdwijnen van de algemeene economische crisis de kolennijverheid hare vroegere activiteit en welvaart zal terugvinden?

Zeker, eene heropleving van de nijverheid over het algemeen zal terugslaan op de kolennijverheid, maar wij kunnen niet rekenen op eene volledige oplossing van de moeilijkheden.

Daar zijn te veel kolen. Engeland kan 30 miljoen ton meer opbrengen, Duitschland kan ook veel meer produceeren, in 1920 waren daar 1,200,000 mijnwerkers, nu nog 475,000.

De capaciteit van voortbrengst van de landen van Europa is zoo groot dat, bij de staking in Engeland in 1926, de andere kolenlanden van Europa 80 miljoen ton meer voortgebracht hebben dan in 1925, en neemt men er ook nog de Vereenigde-Staten bij, dan stelt men vast dat de productievermindering in Engeland gedekt werd tot op 3 miljoen ton na (1187 miljoen in 1925; 1184 in 1926).

De geschiedenis van de tien laatste jaren bewijst dat in normalen tijd de Belgische steenkolennijverheid slechts zeer moeilijk zou kunnen leven. Het is de derde crisis sedert tien jaar en onze mijnen hebben enkel werkelijken voorspoed gekend onder invloed van buitenlandsche gebeurtenissen, als de Roerbezetting in 1923 en de groote Engelsche staking van 1926.

Peut-on attendre un renversement des phénomènes et escompter une plus grande consommation de charbon? Nous ne pouvons pas non plus conserver cet espoir. Partout, dans tous les pays, même en Belgique où le charbon constitue à peu près notre seule richesse naturelle, l'emploi des concurrents du charbon se développe tous les jours.

Voici quelques données à ce sujet :

Houille blanche.

D'après le « U. S. Geological Survey », la puissance hydraulique du monde disponible se monte à 466 millions 84,000 HP et la puissance utilisée à 40 millions 257,753 HP.

Toujours, d'après la même source, voici quel est le pourcentage d'augmentation réalisé en 1929, par rapport à 1913, pour les principaux pays utilisant la houille blanche :

Norvège	843.40 %
Suède	125.— %
France	233.33 %
Espagne	100.— %
Italie	394.29 %
Suisse	208.33 %
Allemagne	128.44 %
Etats-Unis	89.17 %
Canada	388.33 %

Le pétrole.

La production mondiale du pétrole se présente comme suit :

Année	Production 1,000 HL.	1913 = 100
—	—	—
1900	237,090	38.67
1913	613,043	100.—
1928	2,103,140	343.—

Répartition de la flotte mondiale d'après les systèmes de propulsion des navires.

	1914 %	1928 %	juin 1930 %
—	—	—	—
Bateaux à voile	7.51	2.69	2.27
Bateaux à moteurs	0.48	8.11	11.63
Bateaux à chaudières alimentés par huile	2.67	28.48	28.53
Bateaux à charbon	89.35	60.75	57.57
Totaux.	100.—	100.—	100.—

D'après le « Bulletin Mensuel de Statistique » de la S. D. N., voici maintenant comment se présente

Kan men een omkeer van deze verschijnselen verwachten, en rekenen op een grooter kolenverbruik? Die hoop moeten wij ook laten varen. Overal, in alle landen, zelfs in België, waar de kolen de eenige natuurrijkdom zijn, ontwikkelt zich het gebruik van de mededingende producten met den dag.

Enkele gegevens daarover :

Drijfkracht door watervallen.

Volgens de « U. S. Geological Survey » is de beschikbare waterkracht over de wereld 466 miljoen 084,000 HP. en de gebruikte kracht 40,257,753 HP.

Ziehier, volgens dezelfde bron, het percent vermeerdering in 1929 bereikt tegenover 1913 door de voornaamste landen die waterkracht gebruiken :

Noorwegen	843.40 t. h.
Zweden	125.— t. h.
Frankrijk	233.33 t. h.
Spanje	100.— t. h.
Italië	394.29 t. h.
Zwitserland	208.33 t. h.
Duitschland	128.44 t. h.
Vereenigde-Staten	89.17 t. h.
Canada	388.33 t. h.

Petroleum.

De petroleumproductie over de wereld is :

Jaar	Productie 1,000 HL.	1913 = 100
—	—	—
1900	237,090	38.67
1913	613,043	100.—
1928	2,103,140	343.—

Verdeeling van de wereldvloot volgens het middel van drijfkracht door de schepen gebruikt.

	1914 t. h.	1928 t. h.	Juni 1930 t. h.
—	—	—	—
Zeilschepen.	7.51	2.69	2.27
Motorschepen	0.48	8.11	11.63
Schepen met ketels door olie gestookt	2.67	28.48	28.53
Schepen met kolen gestookt	89.35	60.75	57.57
Te zamen.	100.—	100.—	100.—

Volgens het « Bulletin mensuel de Statistique » van den V. B. is de stijging van de productie der verschil-

le développement de la production des diverses matières premières de 1920 à 1929 :

lende grondstoffen van 1920 tot 1929 de volgende :

Production mondiale (moyennes mensuelles).

Wereldproductie (maandelijksche gemiddelde cijfers).

Périodes — Tijdperken	Houille — Kolen		Lignite — Bruinkool		Fonte et acier — Gietijzer en staal		Acier (lingots et moulages) — Staal (slaven en vormen)	
	1,000 tonnes — 1,000 ton		1,000 tonnes — 1,000 ton		1,000 tonnes — 1,000 ton		1,000 tonnes — 1,000 ton	
1920.	93,651	100.0	12,307	100.0	5,039	100.0	5,687	100.0
1924.	94,994	101.4	13,767	111.9	5,445	108.0	6,334	111.4
1929.	105,951	113.1	18,456	150.0	7,865	156.1	9,664	169.9
1931 juin — Juni.	80,848	85.9	14,315	116.3	4,633	91.9	5,652	99.4

Périodes — Tijdperken	Cuivre — Koper		Zinc — Zink		Pétrole — Petroleum	
	Tonnes — Ton		Tonnes — Ton		1,000 barils — 1,000 tonnen	
1920.	66,538	100.0	47,950	100.0	53,325	100.0
1924.	102,766	154.5	58,608	122.2	76,994	144.4
1929.	146,683	220.4	84,646	176.5	111,654	209.4
1931 juin — Juni	98,978	148.7	50,712	105.7	105,899	198.5

D'après ce tableau nous pouvons voir que pendant la meilleure période, c'est-à-dire au moment où la production de l'acier, du cuivre, du zinc et du pétrole atteint les chiffres les plus élevés, jusqu'à monter à 209.4 % pour le pétrole et 169.9 pour l'acier, le charbon reste modestement à 113.1 %.

LA LUTTE PAR LE DUMPING ET LES MOYENS DE PROTECTION S'ACCROISSENT TOUS LES JOURS.

La nécessité d'exporter est devenue vitale pour la plupart des pays charbonniers; aussi partout a-t-on mis en œuvre tous les moyens possibles d'attaque et de défense.

En Allemagne les grands syndicats charbonniers et notamment celui de la Ruhr ont organisé le dumping de façon à favoriser les prix de l'exportation d'une somme qui atteint 17 francs à la tonne.

Il en est de même en Pologne et le gouvernement anglais notait dans une déclaration qu'il faisait, il y a quelques mois, que le prix de revient et les prix de vente des charbons polonais étaient fixés comme suit:

Prix de revient	20 Zloty
Prix de vente à l'intérieur	28 Zloty
Prix de vente à l'extérieur	11 Zloty

En Angleterre, la dernière loi minière prévoit le prélèvement possible d'une taxe sur les charbons consommés à l'intérieur au profit des charbons exportés.

Deze tabel leert ons dat in het gunstigste tijdperk, namelijk toen de productie van staal, koper, zink en petroleum het hoogste was, zelfs tot 209.4 t. h. voor petroleum en 169.9 t. h. voor het staal, de kolen bescheidenlijk op 113.1 t. h. blijven.

DUMPING EN PROTECTIEMAATREGELEN WORDEN MET DEN DAG SCHERPER.

De noodzakelijkheid van uitvoeren is eene levenskwestie geworden voor de meeste kolenproducerende landen. Ook heeft men overal alle middelen van aanval en verweer in het werk gesteld.

In Duitschland hebben de groote kolensyndicaten, en inzonderheid dit van de Roer, de dumping zoodanig georganiseerd dat de exportprijzen een premie genieten die gaat tot 17 frank de ton.

Evenzoo in Polen, en de Engelsche Regeering wees er onlangs op dat de kostprijs en de verkoopprijs van Poolische kolen als volgt waren vastgesteld :

Kostprijs	20 Zloty
Verkoopprijs in het binnenland	28 Zloty
Verkoopprijs in het buitenland	11 Zloty

In Engeland voorziet de laatste mijnwet eene voorafneming van eene taxe op de in het binnenland verbruikte kolen ten voordeele van de geëxporteerde kolen.

Dans les autres pays il en est à peu près de même; ajoutez les tarifs en faveur sur les chemins de fer qui vont en se développant chaque jour ⁽¹⁾, le faible prix de revient des transports par eau qui est le moyen le plus employé pour l'importation des charbons, considérez le moyen des barrières douanières opposées à nos charbons par la France qui était notre principale cliente et vous aurez une image encore bien incomplète des moyens dont disposent nos concurrents sur le marché charbonnier.

UN ACCORD INTERNATIONAL EST-IL RÉALISABLE BIENTÔT ?

La conclusion qui se dégage de ce qui précède, c'est que la production de charbon dépassant les besoins, des mines devront disparaître et que ce phénomène se produisant, la Belgique sera la première atteinte parce qu'incapable de soutenir la lutte contre des concurrents favorisés en même temps par la nature, leur force et les moyens artificiels de protection.

Peut-on espérer échapper à ce danger par une réglementation de la production par un accord international ?

Nous avons eu l'espoir, il disparaît de plus en plus tous les jours.

L'Internationale des Mineurs ayant demandé l'examen du problème charbonnier par l'organisme compétent de la S. D. N., des conférences consultatives ont eu lieu, mais après plusieurs années de tergiversations nous ne sommes pas plus avancés qu'au premier jour.

On ne peut cependant pas dire que les organismes compétents aient négligé la question. La conférence économique de 1927 s'en était préoccupée, le Comité consultatif de la S. D. N. également et à plusieurs reprises l'assemblée de la S. D. N. a prié son Comité économique d'étudier la question.

L'opinion de tous les hommes désintéressés qui se sont penchés sur le problème charbonnier ont conclu par la nécessité d'un accord international. Ce fut le cas de M. Delmer, ancien Directeur à l'Administration des Mines, actuellement secrétaire général au Ministère des Travaux publics, qui disait : « une réglementation internationale semble s'imposer pour mettre fin à une concurrence qui pourrait, dans un prochain avenir, étant données les circonstances exposées plus haut, avilir les prix des charbons et créer la plus grave crise sociale qui ait jamais existé ».

Des opinions semblables ont été émises par les journaux qui ont étudié le problème et notamment *Le Soir*, qui imprimait en conclusion d'une enquête faite en 1927 : « Les opinions diffèrent assez sensiblement quant à l'utilité sociale des grands cartels internationaux. Le principal reproche qu'on leur fait —

In de andere landen is het ongeveer hetzelfde; voegt daarbij de gunsttarieven op de spoorwegen die elken dag hooger worden ⁽¹⁾, de lage prijs van het vervoer te water die het meest gebruikte middel is voor den invoer van kolen, de douanemaatregelen, tegen den invoer van onze kolen, getroffen door Frankrijk, dat onze voornaamste afnemer was, en dan hebt ge nog maar een onvolledig beeld van de middelen waarover onze concurrenten op de kolenmarkt beschikken.

IS EEN INTERNATIONAAL AKKOORD EERLANG MOGELIJK ?

Het besluit uit het voorgaande is dat, vermits de kolenproductie de behoeften overschrijdt, er mijnen zullen moeten verdwijnen, en gebeurt dit, dan zal België het eerste getroffen zijn, vermits het den strijd niet kan volhouden tegen concurrenten die zijn begunstigd te gelijktijd door de natuur, door hun macht en door de artificieele protectiemiddelen.

Bestaat er hoop om aan dit gevaar te kunnen ontsnappen door een internationaal akkoord voor het regelen van de productie ?

Wij koesterden die hoop, maar met den dag wordt zij kleiner.

De Internationale van de Mijnwerkers had gevraagd dat het kolenvraagstuk door het bevoegd organisme van den V. B. zou onderzocht worden. Men sprak er over op conferenties, maar na ettelijke jaren talmen staan wij even ver als den eersten dag.

Men mag evenwel niet zeggen dat de bevoegde organismen het vraagstuk hebben veronachtzaamd. De economische conferentie van 1927 heeft er zich mede beziggehouden, het Adviseerend Comité van den V. B. eveneens, en herhaaldelijk heeft de Vergadering van den V. B. zijn economisch Comité verzocht de kwestie te onderzoeken.

Het besluit van al wie belangloos het kolenvraagstuk heeft onderzocht is, dat een internationaal akkoord noodig is. Zoo verklaarde de heer Delmer, oud-directeur van de administratie der mijnen, thans secretaris generaal in het Ministerie van Openbare Werken : « Eene internationale regeling schijnt zich op te dringen om een eind te maken aan eene concurrentie die, in eene nabije toekomst, en op grond van hooger uiteengezette omstandigheden, de kolenprijzen zou kunnen doen dalen en de gevaarlijkste sociale crisis die ooit heeft bestaan doen uitbreken ».

Gelijkkluidende uitspraken vonden wij door de dagbladen die het vraagstuk bestudeerden, bij voorbeeld *Le Soir*, die als besluit van een in 1927 gedaan enkwest schreef : « De meeningen loopen nog al uiteen wat betreft het sociale nut van de groote internationale cartels. Het ergste verwijt dat men hun aan-

⁽¹⁾ Il y a quelques semaines des abaissements de prix de transport ont de nouveau été appliqués en Allemagne.

⁽¹⁾ Eenige weken geleden, werd in Duitschland opnieuw vermindering van vervoertarieven toegestaan.

à raison, selon nous, — c'est d'exclure les intérêts de la consommation. Mais, en l'occurrence une entente qui grouperait les différentes sociétés exploitant les bassins houillers d'Europe, apparaît comme le seul moyen de sortir du malaise actuel, et, surtout, de prévenir les difficultés futures. »

Un journal anglais concluait comme suit, après avoir montré le danger du déséquilibre croissant entre la production et la consommation :

« Cette surproduction universelle et cette rivalité dans la baisse des prix ne sauraient être envisagées avec satisfaction. Elles tendent logiquement à rendre nécessaire un mode quelconque d'accord international et à faire comprendre qu'il y aurait lieu de concentrer toutes les énergies pour rendre l'industrie plus rémunératrice, même sur une échelle réduite. »

Ce langage de bons sens n'a pas eu d'écho et les efforts des organismes de Genève et de l'Internationale des mineurs ont été vains.

Des consultations d'experts ont eu lieu à Genève à cinq reprises; la dernière eut lieu en janvier 1932. Il fut constaté que des organismes nationaux avaient été établis qui n'existaient pas en 1930, les opinions en général étaient favorables à une entente et le Comité dans son rapport put introduire le passage suivant :

« Après ce qu'il a entendu au cours de la consultation d'experts, il se croit en droit d'espérer que les efforts en vue d'aboutir à une entente seront repris dans le plus bref délai et activement poursuivis. Il exprime l'espoir que ces négociations amèneront une organisation plus rationnelle de l'industrie et porteront ainsi remède à une crise qui ne cesse de s'aggraver. Le Comité propose au Conseil de signaler aux gouvernements l'importance internationale que présente ce mouvement dans la grave situation actuelle, avec la certitude qu'ils ne manqueront pas de le suivre avec attention, de l'encourager s'il y a lieu et de s'assurer en même temps qu'aucune atteinte ne risque d'être portée à l'intérêt général. »

Le petit espoir que ces paroles comportaient s'est, hélas! évanoui, car dans son rapport au Conseil de la S. D. N. fait en juin 1932, le Comité économique s'exprime comme suit :

« A la suite de la réunion qu'avait tenue en janvier 1932, à Genève, un sous-comité d'experts représentant les gouvernements, les intérêts patronaux et ouvriers, ainsi que les consommateurs, l'idée d'une entente internationale du charbon paraissait assez proche de la réalisation. Ces espoirs toutefois ont été déçus. La crise continue de peser sur l'industrie charbonnière; mais rien n'a pu être tenté dans le sens de l'entente internationale. La concurrence commerciale reste acharnée; les mesures de protection ou de

wrijft, terecht, meenen wij, is dat het de belangen uitsluit van het verbruik. Maar hier schijnt eene overeenkomst, die de verschillende exploitatiemaatschappijen van de Europeesche kolenbekkens groepeeren zou, het eenige middel om uit de tegenwoordige malaise te geraken, en vooral om de toekomstige moeilijkheden te voorkomen ».

Een Engelsch dagblad, na gewezen te hebben op het gevaar van het slijgend gebrek aan evenwicht tusschen productie en verbruik, besloot als volgt :

« Die universeele overproductie en die rivaliteit in het verlagen der prijzen kunnen ons geene voldoening schenken. Logischerwijze moeten zij het een of ander internationaal akkoord noodzakelijk maken en doen inzien dat alle krachten dienen samengebracht om de nijverheid meer winstgevend te maken, zelfs op eene kleinere schaal. »

Dit gezonde woord heeft geen weerklink gevonden, en de pogingen van de organismen te Genève en van Internationale der mijnwerkers bleek nutteloos.

Vijfmaal hadden te Genève besprekingen plaats onder deskundigen, de laatste maal in Januari 1932. Men vernam er dat nationale organismen waren opgericht die in 1930 niet bestonden, de meeningen waren over het algemeen gunstig voor eene overeenkomst, en het Comité kon in zijn verslag schrijven :

« Het Comité, na wat het vernam in den loop van de raadpleging der experten, meent terecht te mogen hopen dat de pogingen om tot eene overeenkomst te komen kortelings zullen hervat en krachtadig zullen voortgezet worden. Het drukt de hoop uit dat deze onderhandelingen tot eene meer rationeele organisatie van de nijverheid zullen leiden, en aldus verzachting zullen brengen in eene steeds scherper wordende crisis. Het Comité stelt aan den Raad voor de regeeringen te wijzen op het internationaal belang van deze beweging in den ernstigen toestand van het oogenblik, in de overtuiging dat zij die met aandacht zullen volgen, zoo mogelijk aanmoedigen, en zich tegelijkertijd verzekeren dat het algemeen belang niet geraakt wordt. »

De kleine hoop in deze woorden gelegen is, eilaas! verzwonden, want in zijn verslag aan den Raad van den V. B., van Juni 1932, schrijft het economisch Comité het volgende :

« Als gevolg van eene vergadering in Januari 1932 te Genève gehouden door een sub-comité van experten, waarin vertegenwoordigd waren de Regeeringen, de patroons- en arbeidersbelangen, evenals de verbruikers, scheen het idee van eene internationale overeenkomst in zake steenkolen, tamelijk dicht bij de verwezenlijking. Deze hoop werd echter verijdeld. De crisis blijft op de kolennijverheid drukken; maar niets kon beproefd worden in den zin van eene internationale overeenkomst. De handelsconcurrentie

prohibition se sont accentuées dans de nombreux Etats.

Le Comité économique s'est demandé si dans ces conditions il convenait de convoquer le sous-comité d'experts. L'un des principaux pays producteurs jugeant cette convocation actuellement inutile, le Comité a décidé d'ajourner à sa prochaine session l'examen de l'opportunité d'une nouvelle réunion. »

C'est donc l'abandon, tout au moins momentané, des études et force nous est de conclure que l'entente internationale n'est pas près de se réaliser. Certains pays espèrent regagner des marchés perdus, d'autres poussent la rationalisation jusqu'à ses dernières limites pour diminuer leurs prix de revient. En fin de compte la lutte s'avive et elle semble devoir continuer jusqu'à l'extermination des plus faibles.

LA DISPARITION D'UNE PARTIE DES MINES SERAIT CATASTROPHIQUE POUR LA BELGIQUE.

La Belgique achète à l'étranger toutes les matières nécessaires à ses industries, la seule richesse naturelle qu'elle possède est le charbon ⁽¹⁾. Son intérêt est donc non seulement de maintenir nos mines en activité, mais même de les développer, car notre production est inférieure à notre consommation.

Voici un tableau donnant la production, la consommation, les importations et les exportations de charbon au cours des années 1928, 1929 et 1930 :

Années	Production 1,000 tonnes	Importation 1,000 tonnes	Exportation 1,000 tonnes	Consommation 1,000 tonnes ⁽²⁾
1928	27,578	12,824	6,093	34,990
1929	26,940	16,207	5,476	38,486
1930	27,415	14,571	5,712	34,110

Ce tableau montre que le déficit de notre production peut être évalué à 8 millions de tonnes en moyenne par an. Si une partie de nos mines disparaissait sous les effets d'une concurrence que nous ne pouvons repousser, le déficit charbonnier grandirait, nos achats à l'étranger augmenteraient de même que le déficit de la balance commerciale.

La Belgique pourrait atteindre un degré de dépendance de l'étranger tel qu'à un moment donné elle pourrait ne plus être viable économiquement.

Ce danger existe réellement, que l'on ne s'y trompe pas: dans l'état actuel des marchés, même si la crise économique prenait fin, beaucoup de nos mines ne sont plus viables, il y a d'ailleurs dans ce domaine des « fanatiques de la déflation », comme dit M. De-

blijft even hardnekkig; de protectie- en prohibitie-maatregelen zijn in vele Staten verscherpt.

Het economisch Comité heeft zich afgevraagd of onder deze voorwaarden het noodig was het sub-comité van experten bijeen te roepen. Daar een der voornaamste produceerende landen deze bijeenroeping thans nutteloos oordeelt, heeft het Comité beslist het onderzoek over de wenschelijkheid van eene nieuwe vergadering tot bij hare volgende vergadering te verdagen. »

Men ziet dus, ten minste tijdelijk, af van de studie van het vraagstuk, en wij moeten besluiten dat het internationaal akkoord verre van de verwezenlijking is. Sommige landen hopen verloren markten terug te winnen, andere drijven de rationalisatie op tot de uiterste grenzen om den kostprijs te verminderen. Ten slotte wordt de strijd bitterder, en schijnt te moeten voortduren tot bij de uitroeiing van de zwaksten.

HET VERDWIJNEN VAN EEN DEEL DER MIJNEN ZOU EEN RAMP ZIJN VOOR BELGIË.

België koopt in het buitenland alle stoffen die noodig zijn voor hare nijverheid. Onze eenige natuurlijke rijkdom bestaat uit de kolen ⁽¹⁾. Ons belang is dus niet alleen onze mijnen in het leven te houden doch zelfs ze uit te breiden, want onze productie staat beneden het peil van ons verbruik.

Ziehier eene tabel die de productie, het verbruik, den invoer en den uitvoer van kolen aanwijst in den loop der jaren 1928, 1929 en 1930 :

Jaren	Productie 1,000 ton	Invoer 1,000 ton	Uitvoer 1,000 ton	Verbruik 1,000 ton ⁽²⁾
1928	27,578	12,824	6,093	34,990
1929	26,940	16,207	5,476	38,486
1930	27,415	14,571	5,712	34,110

Deze tabel toont aan dat het tekort onze productie, gemiddeld op 8 miljoen ton per jaar kan geraamd worden. Moest een deel onze mijnen verdwijnen ten gevolge van eene mededinging die wij niet kunnen bestrijden, dan zou het tekort aan kolen grooier worden, onze aankopen in het buitenland zouden groeien, evenals het tekort onze handelsbalans.

Ons land zou, in zulke mate, afhankelijk kunnen worden van het buitenland, dat het, op zeker oogenblik, economisch niet meer leefbaar zou zijn.

Dit gevaar bestaat werkelijk en men mag er zich niet over vergissen; met den huidige toestand der markten, zouden, zelfs indien de economische crisis een einde neemt, vele onze mijnen niet meer leefbaar zijn; er zijn trouwens, op dit gebied, « fanatieke

⁽¹⁾ Par le moyen de barrages elle aura aussi, mais en bien faible quantité, la houille blanche.

⁽²⁾ Union Belgo-Luxembourgeoise.

⁽¹⁾ Door middel van stuwdammen zal zij ook, doch in geringe hoeveelheid, electriciteit kunnen opleveren.

⁽²⁾ Belgisch-Luxemburgsche Unie.

meure (1), qui voient disparaître des mines avec une certaine satisfaction parce qu'ils espèrent améliorer ainsi la situation des leurs.

M. Demeure proteste contre cette idée, il a bien raison, mais il ne voit un remède aux difficultés que dans la diminution des importations.

LE REMÈDE DU CONTINGENTEMENT.

Nous pensons que la limitation passagère des importations de charbon peut constituer un moyen, dans certains cas, d'empêcher la situation de l'industrie charbonnière de devenir plus mauvaise; ce ne peut être un remède ni radical ni définitif.

La limitation de la concurrence permettrait peut-être aux charbonnages pauvres de vivre, mais les charbonnages riches tireraient de la mesure des profits anormaux pendant que les industries consommatrices paieraient leur charbon plus cher, trop cher, diminuant d'autant leurs possibilités de lutte sur le marché international.

D'un autre côté, une protection amènerait une stagnation technique et, dans un délai plus ou moins rapproché, le mal en serait aggravé.

La Belgique est par essence et par nécessité un pays libre-échangiste, n'insistons donc pas davantage sur ce point.

LE MOYEN DE LA CAISSE DE COMPENSATION.

Dernièrement un industriel charbonnier reprenait l'idée de la caisse de compensation que la Centrale des mineurs avait émise en 1919-1920. Un fonds alimenté par tous les charbonnages servirait à soutenir les mines pauvres. L'idée est bonne au fond, mais nous pensons que l'époque où elle pouvait être réalisée est dépassée. Le mal s'est aggravé, il faut un remède plus efficace, plus complet, plus en rapport avec l'ampleur du problème.

LA NATIONALISATION DES MINES AU POINT DE VUE DU PRINCIPE.

Les gisements souterrains appartiennent à l'Etat qui représente la collectivité.

Le principe est reconnu par tous les commentateurs de notre droit minier et déjà, lors de la première loi en 1791, alors que la Belgique avait été réunie à la France, il fut affirmé par le paragraphe suivant qui fut inséré :

« Les mines et minières tant métalliques que non-métalliques ainsi que les bitumes, charbons de terre

aanhangers van de deflatie », zooals de heer Demeure (1) ze noemt, welke de mijnen met zekere voldoening zien verdwijnen, omdat zij aldus den toestand van de hunne hopen te verbeteren.

De heer Demeure teekent protest aan tegen dit idee. Hij heeft gelijk; doch hij ziet slechts één middel om de moeilijkheden te verhelpen : de beperking van den invoer.

DE CONTINGENTEERING.

Wij denken dat de tijdelijke beperking van den koleninvoer een middel kan zijn, in sommige gevallen, om den achteruitgang van de kolennijverheid te verhinderen; het kan evenwel noch een radicaal, noch een definitief hulpmiddel zijn.

De beperking van de mededinging zou het bestaan der arme kolenmijnen wellicht mogelijk maken; doch de rijke mijnen zouden abnormale winsten uit den maatregel halen, terwijl de verbruikende bedrijven hunne kolen duurder zouden betalen, feitelijk te duur, waardoor hunne mededingingsmogelijkheden op de internationale markt, zouden verminderen.

Anderzijds zou de bescherming een technische verlamming veroorzaken en zou het kwaad, binnen een min of meer afzienbaren tijd, verergeren.

België is hoofdzakelijk en noodzakelijk een land van vrijhandel. Dringen wij dus niet aan op dit punt.

DE COMPENSATIEKAS.

Onlangs zette een kolenmijneigenaar opnieuw het denkbeeld vooruit van een compensatiekas dat, door de Centrale der Mijnwerkers, in 1919-1920, verdedigd werd. Een fonds, waarvan de middelen zouden opgeleverd worden door alle kolenmijnen, zou dienen om de arme bedrijven te steunen. De gedachte is goed, doch men heeft de gelegenheid om haar te verwezenlijken laten voorbijgaan. Het kwaad is erger geworden en er moet een meer doelmatig en volledig middel gevonden worden, dat beter overeenstemt met den omvang van het vraagstuk.

HET PRINCIPE VAN DE NATIONALISATIE DER MIJNEN.

De ondergrondse kolenlagen behooren den Staat toe die de gemeenschap vertegenwoordigt.

Het beginsel wordt erkend door alle commentatoren van ons mijnrecht; in de eerste wet reeds, in 1791, toen België bij Frankrijk was ingelijfd, werd de volgende paragraaf ingelascht :

« De mijnen en graverijen, zoowel om metaal als om andere stoffen te delven, alsmede aardpek, steen-

(1) DEMEURE, *L'Industrie charbonnière belge et la crise.*

(1) DEMEURE, *L'Industrie charbonnière belge et la crise.*

ou de pierre et pyrites sont à la disposition de la Nation, en ce sens seulement, que ces substances ne pourront être exploitées que de son consentement et sous sa surveillance, à la charge d'indemniser, d'après les règles qui seront prescrites, les propriétaires de la surface ».

Lors de la préparation de la loi de 1810 qui devait régler le régime minier belge, pendant plus d'un siècle la Commission du Corps législatif avait préconisé « le système de la domanialité » qui ne fut repoussé que par la volonté de Napoléon lui-même.

En 1837, lors de la discussion de la loi sur le Conseil des mines, Rogier déposa une proposition de loi tendant « à ce que la Chambre examine, avant la discussion de la loi sur les mines, la question de savoir jusqu'à quel point il serait convenable dans l'intérêt général, que le Gouvernement se réservât le droit de faire exploiter pour compte du domaine les mines de houille non concédées ».

En déposant sa proposition, Rogier avait aussi le souci de l'intérêt général. Il disait, en effet : « Dans la question que j'ai posée se trouve engagé l'intérêt des sociétés moyennes et surtout l'intérêt des industries non minières, des industries proprement dites et ensuite l'intérêt du consommateur ».

La proposition de M. Rogier fut discutée et le leader de la droite catholique, M. Dechamps, la combattit en soutenant que les charbonnages ne pouvaient atteindre au monopole *tant qu'ils ne tomberont pas sous la direction d'une banque, c'est-à-dire tant que les charbonnages ne seront pas sociétés anonymes*. Or, il dépend du Gouvernement de l'empêcher en n'autorisant pas la formation de ces sociétés anonymes.

Le passage souligné l'a été par moi en raison de son rapport avec la situation actuelle. Si M. Dechamps était encore là il serait certainement à nos côtés pour demander la reprise des charbonnages par l'Etat.

En effet, au moment où M. Dechamps parlait ainsi les charbonnages étaient libres, ils constituaient de petites exploitations, mais ils se transformèrent vite en sociétés anonymes et passèrent de plus en plus sous la domination de la banque.

Celle-ci domine de plus en plus la grosse industrie et spécialement l'industrie charbonnière. C'est une situation qui n'est pas sans danger pour la Nation, un pouvoir formidable se constitue dans son sein qui peut subjuguier le restant du pays.

En 1886, Guillaume Degreef a dit dans sa brochure *Le rachat des charbonnages* que « la propriété des charbonnages est de nature spéciale ».

Le 24 septembre 1901, M. Hanrez déposa une proposition de loi tendant à la limitation de la durée des concessions en même temps qu'elle prévoyait une limite aux droits du concessionnaire.

kolen of steen en pyriet, zijn ter beschikking van de Natie, in dien zin alleen dat deze stoffen slechts met hare toestemming en onder haar toezicht mogen in bedrijf genomen worden, mits verplichting de eigenaars der grondoppervlakte schadeloos te stellen, volgens de voorgeschreven regelen. »

Bij het voorbereiden der wet van 1810 die het regime der Belgische mijnen moest regelen, gedurende meer dan eene eeuw, had de Commissie der wetgevende Kamers het « domeinstelsel » voorgestaan, dat slechts verworpen werd door den wil van Napoleon zelf.

In 1837, bij de bespreking der wet op den Mijnraad, diende Rogier een wetsvoorstel in waarvan het doel was « vóór de behandeling der wet op de mijnen, de Kamer te zien onderzoeken in welke mate het zou passen voor het algemeen belang, dat de Regeering zich het recht zou voorbehouden, de niet geconcedeerde kolenmijnen in bedrijf te doen nemen, voor rekening van het Domein ».

Toen Rogier zijn wetsvoorstel indiende, dacht hij aan het algemeen belang. Hij zei inderdaad : « Bij het vraagstuk dat ik opwerp, is het belang der kleinere vennootschappen betrokken, en vooral het belang der nijverheidsbedrijven die geene mijnen ontginnen, der nijverheid zonder meer en vervolgens het belang van den verbruiker ».

Het voorstel van den heer Rogier werd besproken en de leider van de katholieke rechterzijde, de heer Dechamps, bestreed het en beweerde dat de kolenmijnbedrijven niet een monopolie mochten worden *zoolang zij niet vallen onder het beheer van eene bank, d. i. zoolang de kolenmijnbedrijven geene naamlooze vennootschappen zijn*. Welnu het hangt van de Regeering af zulks te verhinderen door de vorming van dergelijke naamlooze vennootschappen niet toe te laten.

Ik heb voorgaanden passus onderlijnd wegens zijn verband met den huidige toestand. Indien de heer Dechamps nog leefde, hij zou zeker aan onze zijde staan om de overneming der kolenbedrijven door den Staat voor te slaan.

Inderdaad, toen de heer Dechamps aldus sprak waren de kolenmijnbedrijven vrij; het waren kleine bedrijven; doch zij werden spoedig naamlooze vennootschappen en geraakten en ondergingen steeds meer de macht van de bank.

Deze beheerscht, in steeds ruimere mate, de groote nijverheid en vooral de kolennijverheid. Die toestand is niet zonder gevaar voor de Natie; er vormt zich, in haar schoot, een ontzaglijke macht die zich aan het overige deel van het land kan opdringen.

In 1886, heeft G. Degreef gezegd, in zijne brochure *Le rachat des charbonnages* dat « de eigendom der kolenmijnbedrijven een bijzonderen aard heeft ».

Op 24 September 1901 diende de heer Hanrez een wetsvoorstel in dat er naar streefde den duur der concessies en tevens de rechten van den concessiehouders te beperken.

Le 9 avril 1902, Hector Denis et Emile Vandervelde déposaient une proposition de loi tendant à incorporer les mines de la Campine au domaine de l'Etat.

Ces propositions n'eurent pas de succès.

*
**

La loi du 5 juin 1911 a respecté les principes de celle de 1810, mais elle a prévu des réserves.

Nous reviendrons plus loin sur ce dernier point, auparavant arrêtons-nous un instant au principe même de la propriété du sous-sol, tel qu'il résulte de la loi elle-même et des commentaires.

« Les mines ne peuvent être exploitées qu'en vertu d'un acte de concession (art. 5 des lois de 1810 et de 1911). »

Le droit de concéder un bien implique pour celui qui l'exerce le droit de propriété.

Les mines appartiennent donc en droit à l'Etat. Mais la loi va plus loin. Après avoir dit en son article 7 que la concession donne la propriété perpétuelle de la mine, elle établit des restrictions formelles en disant ce qui suit au paragraphe 1^{er} de l'article 8.

« Les mines ne pourront être vendues ou cédées, en totalité ou en partie, sous quelque forme que ce soit, partagées, louées ou amodiées même partiellement sans une autorisation du Gouvernement demandée et obtenue dans les mêmes formes que l'acte de concession, à l'exclusion toutefois des formalités d'insertions dans les journaux et d'affichage prescrites par les articles 25 et 26 de la présente coordination. »

Le concessionnaire d'une mine n'a donc pas le droit d'user de sa concession comme il lui convient, il ne peut la vendre ou la céder en tout ou en partie que moyennant autorisation de l'Etat. Ce n'est donc pas une propriété ordinaire, l'Etat y conserve certains droits.

Le législateur a été plus loin en prévoyant les réserves du Limbourg. Il a admis que l'Etat pourrait éventuellement exploiter, soit directement, soit indirectement ces richesses.

L'exposé des motifs disait :

« La législation en vigueur laisse les pouvoirs publics juges de la mesure à garder dans l'octroi des concessions. Elle ne fait pas obstacle; non plus, en principe, à ce que la propriété de gisements miniers soit attribuée à l'Etat, aux provinces ou aux communes. Les pouvoirs publics ne sont pas désarmés devant les abus possibles; la faculté leur est laissée d'adopter éventuellement des solutions autres que la concession à des particuliers... »

» Désireux de voir grandir la richesse publique, mais également soucieux de l'avenir, le Gouvernement pense, comme le Conseil des Mines, qu'il est sage de ne concéder, dès à présent, que des portions

Op 9 April 1902 dienden Hector Denis en Emile Vandervelde een wetsvoorstel in waarbij de kempische mijnen in het Staatsdomein werden opgenomen.

Deze voorstellen vonden geene instemming.

*
**

De wet van 5 Juni 1911 heeft de principes der wet van 1810 geëerbiedigd, doch maakte voorbehoud op enkele punten die wij verder behandelen. Blijven wij vooreerst stil bij het beginsel zelf van den eigendom van den ondergrond, zooals het ingevoerd wordt door de wet zelf en haar commentaar.

« Mijnen mogen slechts worden ontgonnen krachtens een akte van mijnbouwvergunning (art. 5 der wetten van 1810 en van 1911). »

Het recht om een goed te concedeeren omvat voordien welke het uitoefent, het eigendomsrecht.

De mijnen behooren dus, in rechten, toe aan den Staat. Doch de wet gaat verder. Na, in artikel 7, te hebben gezegd dat de concessie het eeuwighdurende eigendomsrecht over de mijn verleent, voert zij uitdrukkelijke beperkingen in en bepaalt zij het volgende, in de eerste paragraaf van artikel 8.

« De mijnen mogen op geenerlei wijze, geheel of gedeeltelijk, worden verkocht of overgedragen, verdeeld, verhuurd of verpacht tegen vruchtgenot, al was het bij gedeelten, zonder machtiging van de Regeering, gevraagd en verkregen op dezelfde wijze als de akte van vergunning, doch met uitsluiting van de vereischten omtrent opneming in nieuwsbladen en aanplakking, bij de artikelen 25 en 26 dezer samengeordende wetten bepaald. »

De concessiehouder eener mijn heeft dus niet het recht gebruik te maken van zijne concessie, zooals hij het verkiest; hij kan haar niet verkoopen, niet afstaan, noch gedeeltelijk noch geheel, tenzij mits machtiging door den Staat. Het gaat hier dus niet om een genomen eigendom; de Staat behoudt sommige rechten.

De wetgever ging verder en voorzag de reserves in Limburg. Hij heeft aangenomen dat de Staat gebeurlijk zelf deze rijkdommen zou kunnen ontginnen, hetzij rechtstreeks, hetzij onrechtstreeks.

De Memorie van Toelichting zegde :

« De bestaande wetgeving laat de openbare machten oordeelen over de maat die in acht te nemen is bij het verleenen van concessies. Zij verzet er zich niet principeel tegen dat de eigendom van mijnen aan den Staat, aan provinciën of aan gemeenten wordt toegekend. De openbare machten staan niet ongewaapend tegenover de mogelijke misbruiken; zij behouden het recht gebeurlijk andere oplossingen aan te nemen dan de vergunning aan particulieren... »

« De Regeering wenscht den openbaren rijkdom grooter te zien worden, doch zij is ook bezorgd om de toekomst; zij denkt, evenals de Mynraad, dat het wijs is, thans slechts gedeelten van de kempische

du champ minier de la Campine et qu'il convient d'en laisser disponibles de notables parcelles dont l'appropriation et l'utilisation seront réglées en temps opportun ». (*Documents parlementaires*, Chambre, 1904-1905, p. 250. Voir aussi le rapport du Conseil des Mines sur la revision de la loi sur les mines : J., t. IX, pp. 149 et suivantes.)

Et ce qui prouve que le législateur voulut bien réserver la possibilité d'une mise à fruit au profit de l'Etat, c'est le texte de la loi même et les commentaires dont il fut entouré.

Le texte du projet de loi prévoyait la création de la réserve, mais il laissait au Gouvernement le droit d'en concéder des parties ou d'en demander la concession à fin d'exploitation.

Cette formule rencontrait des adversaires que M. Woeste voulut rallier en proposant un texte disant que: « Toutefois il (le Gouvernement) aura la faculté de les concéder en tout ou en partie; il rendra compte aux Chambres de l'usage de cette faculté ». Cette formule n'obtint pas de succès et le texte suivant fut voté et inséré à l'article 38.

« Les mines gisant sous les terrains teintés de rose sur la carte annexée à la présente coordination sont réservées et ne seront concessibles qu'en vertu d'une loi ».

M. Emile Dupont, rapporteur au Sénat, s'exprimait comme suit au sujet de la réserve et du droit de la concéder :

« La défense de concéder dans le territoire réservé sera donc perpétuelle, en ce sens qu'elle subsistera jusqu'au jour où la Législature, choisissant son heure, déciderait, s'il y a lieu soit d'exploiter, soit de concéder la réserve, et arrêterait de quelle façon et pour combien de temps les concessions se feraient ». (*Annales parlementaires*, Sénat, séance du 6 décembre 1907, p. 53.)

« La Législature », ajoutait-il, « dira comment la réserve sera exploitée soit par l'Etat, soit par les particuliers, avec une concession temporaire ou perpétuelle. Tout cela a été absolument réservé. La seule chose qui a été décidée, ... c'est que l'on ne pourra pas disposer de la réserve sans une loi qui fixera son sort. Il ne peut s'agir en l'occurrence de concessions accordées, à l'aide de simples arrêtés royaux du Gouvernement. Il s'agit ici d'un droit accordé au pouvoir législatif exclusivement ».

La pensée du législateur semble bien avoir été que l'Etat pourrait exploiter les réserves, mais il n'a pas prévu de disposition lui permettant de la faire sans accomplir les formalités prévues pour tout demandeur en concession. Si donc l'Etat voulait creuser une mine dans les réserves il devrait faire une deman-

colenvelden, te concedeeren en dat aanzienlijke gedeelten er van beschikbaar dienen gelaten te worden, die dan, op het gepast oogenblik, eigenaars en gebruikers zullen vinden. » (*Parlementaire documenten*, Kamer, 1904-1905, bl. 250. Zie ook het verslag van den Mijnsraad betreffende de herziening der wet op de mijnen : J., d. IX, bl. 149 en volg.)

En hetgeen bewijst dat de wetgever de mogelijkheid eener ontginning ten voordeele van den Staat wilde voorbehouden, vindt men in den tekst zelf der wet en in het commentaar dat er op werd gemaakt.

De tekst van het wetsontwerp voorzag het tot stand brengen van de reserve, doch liet aan de Regeering het recht over gedeelten der reserven te concedeeren of de concessie er van aan te vragen om zelf tot de ontginning over te gaan.

Deze formule stuitte op tegenstand dien de heer Woeste wilde overwinnen met den volgende tekst voor te stellen : « De Regeering zal evenwel het recht hebben ze geheel of gedeeltelijk te concedeeren; zij zal verslag uitbrengen voor de Kamer over het gebruik van dit recht ». Deze formule vond geene instemming en de volgende tekst werd goedgekeurd en in artikel 38 opgenomen.

« De mijnen die zijn gelegen onder de gronden, in het licht rood getint, op de bij deze samengecordende wetten gevoegde kaart, worden voorbehouden en kunnen slechts krachtens eene wet vergunbaar worden. »

De heer Emile Dupont, verslaggever in den Senaat, drukte zich uit, als volgt, over de reserve en over het recht om haar te concedeeren.

« Het verbod concessies te verleenen in het voorbehouden gebied is dus van blijvenden aard, in dien zin dat het van kracht blijft tot de Kamer beslist, ofwel de reserve zelf te ontginnen, ofwel haar te concedeeren en tevens bepaald op welke wijze en voor hoeveel tijd de concessies verleend worden ». (*Parlementaire handelingen*, Senaat, verg. 6 December 1907, bl. 53.)

« Het Parlement zal zeggen, voegde hij hieraan toe, hoe de reserve zal ontgonnen worden, hetzij door den Staat, hetzij door particulieren, met tijdelijke of met blijvende concessie. Dit alles werd voorbehouden. Het eenige dat beslist werd is dat men niet over de reserve zal kunnen beschikken zonder dat eene wet haar tot bepaald. Er kan hier geen sprake zijn van concessies, verleend bij eenvoudig Koninklijk besluit. Het gaat hier om een recht dat uitsluitend toebehoort aan de wetgevende macht. »

De bedoeling van den wetgever schijnt wel geweest te zijn dat de Staat de reserve zou kunnen ontginnen; doch hij heeft geene beschikking voorzien die hem toelaat zulks te doen, zonder de formaliteiten te vervullen die voor iedere aanvraag tot het bekomen van eene concessie bepaald worden. Zoo dus de Staat eene

de de concession comme un simple particulier, mais celle-ci devrait être admise de plein droit (art. 37).

*
**

L'idée d'exploitation de mines par l'Etat fut reprise après la guerre à l'occasion de la pénurie de combustible.

Le charbon faisait défaut; en vertu du traité de Versailles un charbonnage, celui de Wandre, appartenant anciennement à des ressortissants allemands appartenait en fait à l'Etat. C'est alors que le Ministre Wauters constitua une Commission qui tint de nombreuses séances.

Cette Commission était composée de M. Lebacqz, directeur-général des Mines, président; Ansiaux, Dehasse, Dejardin, Habets, Lombard, Van der Smissen, Van Raemdonck, Wolf, Zonde, membres, et Ad. Breyre, secrétaire.

Dans son discours d'installation, M. le Ministre Wauters s'exprima notamment comme suit :

« Il s'agit, disait-il en commençant, d'étudier le régime à appliquer aux gîtes minéraux disponibles dont l'Etat viendrait à se réserver la propriété. »

Plus loin, serrant la question de plus près, il s'exprimait comme suit :

« Le hasard des mises sous séquestre a placé sous le contrôle de l'Etat un charbonnage de valeur moyenne du pays de Liège, le charbonnage de Wandre, et le Conseil des Ministres a décidé qu'il y avait lieu de tenter l'expérience d'une exploitation en régie pour cette mine. Votre mission se présente donc sous des aspects assez variés; mais en tout premier lieu, je pense qu'il conviendra d'abord d'essayer de déterminer dans quelles conditions financières, administratives et techniques pourraient s'organiser l'exploitation par l'Etat du Charbonnage de Wandre et des mines qu'on jugera bon mettre à fruit dans la suite.

» Quant à la forme à donner à la régie, je me permets d'attirer votre attention sur la nécessité, à mon sens, de rapprocher le plus possible les procédés de gestion de la régie nationale des charbonnages de ceux de l'industrie privée. La Hollande, ainsi que la Prusse, dans ses anciens charbonnages, ont géré leurs mines directement par l'intermédiaire d'une administration de l'Etat. Pour la gestion des mines reprises à l'Hibernia, l'Etat prussien a conçu une formule plus souple et plus autonome.

» Des études nombreuses et fouillées ont été faites chez nous dans le domaine de la régie en ce qui concerne l'exploitation des chemins de fer. Elles pourront être des plus utiles.

» Dans ma conception, je crois qu'il faut laisser à la régie des charbonnages la plus grande autonomie administrative, financière et technique possible.

mijn wilde graven in de reserves, dan moest hij eene aanvraag indienen zooals een particulier en deze aanvraag moest dan van rechtswege ingewilligd worden (art. 37).

*
**

Het denkbeeld van de ontginning van mijnen door den Staat, werd weer opgeworpen na den oorlog naar aanleiding van het gebrek aan brandstof.

Er was gebrek aan kolen; krachtens het verdrag van Versailles behoorde een kolenmijn, die van Wandre, vroeger het eigendom van Duitsche onderdanen, in feite aan den Staat. Toen stelde Minister Wauters een Commissie samen die talrijke vergaderingen hield.

Deze Commissie bestond uit de heeren Lebacqz, directeur-generaal der Mijnen, voorzitter; Ansiaux, Dehasse, Dejardin, Habets, Lombard, Van der Smissen, Van Raemdonck, Wolf, Zonde, leden, en Ad. Breyre, secretaris.

Bij de aanstelling der Commissie sprak Minister Wauters als volgt :

« Het gaat hier om de studie van het regime dat toegepast moet worden op de beschikbare kolenlagen waarvan de Staat zich den eigendom zou voorbehouden. »

Vervolgens ging hij nader op het vraagstuk in en drukte zich uit als volgt :

« Het toeval der sequestratiemaatregelen, plaatste onder het toezicht van den Staat, een kolenmijn van gemiddeld belang, te Wandre, in de streek van Luik, en de Ministerraad heeft beslist dat men moest pogen een regie op te richten voor deze mijn. Uwe taak heeft dus verschillende uitzichten; doch, in de eerste plaats denk ik dat men vooreerst zal moeten trachten te bepalen, onder welke financieele, bestuurlijke en technische voorwaarden, de ontginning, door den Staat, van de kolenmijn te Wandre, en van de mijnen die in het vervolg kunnen ontgonnen worden, zou in te richten zijn.

» Wat den vorm van de regie betreft, veroorloof ik mij uwe aandacht te vestigen op de noodzakelijkheid, volgens mij, zooveel mogelijk het beheer der nationale regie van de kolenmijnen, te doen overeenstemmen met dit van de private nijverheid. Nederland, evenals Pruisen, met zijne oude kolenmijnen, hebben hunne bedrijven rechtstreeks beheerd door bemiddeling van een Staatsbestuur. Voor het beheer der mijnen, van de Hibernia overgenomen, heeft de Pruisische Staat eene meer lenige en meer zelfstandige formule uitgedacht.

» Talrijke en grondige studiën werden ten onzent ondernomen op het gebied der regie van de spoorwegen. Zij kunnen zeer nuttig zijn.

» Volgens mij moet men aan de regie der kolenmijnen, de meeste bestuurlijke, financieele en technische autonomie overlaten. Na de samenstelling van

L'Etat, après avoir déterminé la composition du Conseil d'Administration et tracé, dans le domaine social, par exemple, les conditions ou le statut des ouvriers et des employés, ne doit plus intervenir que pour faire respecter les lois générales, autoriser les emprunts nécessaires et en surveiller l'emploi, et suivre la marche des entreprises en présentant les résultats au Parlement, considéré comme l'assemblée générale des actionnaires.

» Peut-être estimerez-vous qu'il serait utile de prévoir à la fois l'organisation administrative, financière et technique des exploitations isolées et coordonnées, une vaste organisation nationale dominant les exploitations locales ?

» Je ne vous étonnerai pas non plus en insistant particulièrement sur la nécessité de profiter de la première expérience que nous allons faire en ce domaine, pour amorcer dans nos procédés de gestion industrielle des réformes profondes à tendances sociales.

» Je crois que la classe ouvrière, de plus en plus, voudra participer, non seulement à la détermination des conditions de travail, mais aussi à la gestion même des entreprises. Je suis ardemment convaincu que c'est seulement en l'appelant en toute confiance à prendre sa part des difficultés et de la responsabilité de la production industrielle qu'on obtiendra d'elle, avec une plus claire perception des nécessités économiques, le maximum d'effort conscient pour le développement des richesses.

» J'espère donc que vous trouverez des formules suffisamment souples que pour permettre à la fois à la classe ouvrière des mines d'intervenir pour une part légitime afin de déterminer les conditions de son travail et de régler, dans l'intérêt général, les conditions de la production. Vous aurez aussi à examiner, par la suite, jusqu'où devra s'étendre l'action de la collectivité; si elle doit tout mettre de suite à fruit, et dans quelles conditions, les gisements réservés à la Campine, si elle doit se préoccuper des gisements découverts dans le sud du Hainaut ».

Cette Commission tint de nombreuses séances au cours desquelles des conceptions diverses se heurtèrent. L'accord ne fut pas possible et plusieurs projets furent présentés que nous résumons ci-après :

Projet de MM. Habets et Dehasse.

Ces Messieurs déclaraient être adversaires de la régie, puis ils proposaient une société entre l'Etat, la province et les communes sous lesquelles l'exploitation aurait lieu.

Projet de M. Denoël.

M. Denoël proposait la création d'une société coopérative entre l'Etat, la ville de Liège, la province de

den beheerraad te hebben vastgesteld en, op maatschappelijk gebied, de werkvoorwaarden en de standregelen der werklieden en bedienden te hebben bepaald, moet de Staat nog slechts ingrijpen om de algemeene wetten te doen eerbiedigen, de noodige leningen toe te laten, het gebruik er van onder toezicht te houden, den gang van de ontginning te volgen en de uitslagen er van voor te leggen aan het Parlement dat beschouwd wordt als de algemeene vergadering der aandeelhouders.

» Misschien zult U het goed vinden medeen de bestuurlijke, financiële en technische inrichting der afgezonderde bedrijven, en een groote centraliserende, nationale organisatie te voorzien, die de plaatselijke bedrijven beheerscht.

» Het zal U niet verwonderen dat ik bijzonder aandrang op de noodzakelijkheid voordeel te trekken uit de eerste ervaringen die wij, op dit gebied, zullen doen, om in onze methodes van industrieel beheer, diepe hervormingen aan te brengen met sociale strekking.

» Ik geloof dat de arbeidersklasse meer dan ooit zal willen medewerken niet alleen aan de vaststelling der arbeidsvoorwaarden, doch ook aan het beheer zelf der bedrijven. Ik ben er ten zeerste van overtuigd dat men de arbeidersklasse met volle vertrouwen moet uitnoodigen om haar aandeel in de moeilijkheden en in de verantwoordelijkheid voor de nijverheidsproductie te nemen, en dat men alleen op die wijze, van haar, met een klaar inzicht in de economische behoeften, het maximum der bewuste werkkraacht voor de ontwikkeling der rijkdommen zal bekomen.

» Ik hoop dat U voldoende lenige formules zult vinden om toe te laten aan de werklieden der mijnen een rechtmatig aandeel in het bedrijf te nemen met het oog op de vaststelling der arbeidsvoorwaarden en, in het algemeen belang, de voorwaarden der productie te regelen. U zult ook, in het vervolg, moeten onderzoeken tot waar het ingrijpen van de gemeenschap zich zal moeten uitstrekken; of zij de voorbehouden kolenlagen in Limburg dadelijk moet ontginnen, en onder welke voorwaarden; of zij zich moet bezighouden met de kolenlagen, in het Zuiden van Henegouwen ontdekt. »

Deze Commissie hield talrijke vergaderingen tijdens welke verschillende opvattingen met elkander in strijd kwamen. Het was niet mogelijk tot eensgezindheid te komen en er werden verschillende ontwerpen, die wij hierna samenvatten, ingediend :

Ontwerp van de heeren Habets en Dehasse.

Deze heeren verklaarden tegenstanders te zijn van de regie en stelden vervolgens voor een maatschappij op te richten, bestaande uit den Staat, de provincie en de gemeenten onder wier gebied de ontginning plaats grijpt.

Ontwerp van den heer Denoël.

De heer Denoël stelde voor een cooperatieve maatschappij op te richten, bestaande uit den Staat, de

Liège et la commune de Wandre pour l'exploitation du charbonnage de Wandre. L'avoir de la société comprendrait les fonds A et B.

Le fonds A comprendrait 40 % des parts et le fonds B 60 %.

Le fonds A aurait été censé souscrit moitié par l'Etat et moitié par le personnel et aurait représenté la valeur du charbonnage.

Le fonds B, fixé à 1,800,000 francs, aurait été réparti par parts de 30,000 francs entre l'Etat, la province de Liège et les communes sous lesquelles le charbonnage de Wandre exploite.

Ces parts elles-mêmes pouvaient être divisées en dix parties.

Le Conseil général d'administration aurait été composé de trois membres délégués du Gouvernement, trois délégués du personnel, puis de délégués du fonds B. Il y aurait eu en outre un Conseil d'administration composé de sept membres nommés par arrêté royal et comprenant trois personnalités compétentes en matière de mines et trois délégués désignés par les délégués à l'inspection des mines.

La production aurait été réservée aux associés, l'excédent pouvant être vendu.

Le bénéfice aurait été réparti comme suit : 5 % à la réserve, 5 % aux administrateurs et au personnel, 45 % au fonds spécial et 45 % aux associés.

Projet de M. Vandersmissen.

Ce projet se rapprochait de celui de MM. Habets et Dehasse. Le Conseil d'administration aurait été nommé par la Chambre et le Sénat comme suit : un tiers parmi les personnes ayant dirigé un charbonnage au moins pendant cinq ans; un tiers parmi les ouvriers ayant travaillé cinq ans au moins à Wandre; un tiers parmi les personnes diplômées en droit ou ingénieurs des mines; il y aurait eu, en outre, un commissaire du Gouvernement.

M. Vandersmissen estimait que le charbonnage de Wandre devait faire une expérience et il faisait intervenir les ouvriers dans les bénéfices.

Projet de l'Administration des Mines.

Ce projet prévoyait la création d'une règle pour exploiter non seulement la concession de Wandre, mais aussi d'autres charbonnages, car il portait que la régie pourrait remettre ses exploitations à des groupes de communes ou à des particuliers avec intervention de la régie elle-même.

Il était prévu l'existence d'un Conseil d'administration, puis d'un Comité de surveillance et d'un Comité consultatif. Dans ce dernier Comité, il pou-

stad Luik, de provincie Luik en de gemeente Wandre om de kolenmijn van Wandre te ontginnen. Het bezit van de maatschappij zou omvatten : het fonds A en B.

Het fonds A zou 40 t. h. der aandelen omvatten en het fonds B 60 t. h.

Er zou aangenomen worden dat de Staat en het personeel, ieder voor eene helft ingeschreven hebben op het fonds A dat de waarde van de kolenmijn zou vertegenwoordigen.

Het fonds B, vastgesteld op 1,800,000 frank, vertegenwoordigd door aandelen van 30,000 frank, zou verdeeld worden over den Staat, de provincie Luik en de gemeenten onder wier grond de ontginning plaats grijpt.

Deze aandelen konden zelf uit tien deelen bestaan.

De Beheerraad zou samengesteld zijn uit drie afgevaardigden van de Regeering, drie afgevaardigden van het personeel, alsmede afgevaardigden van het fonds B. Er zou bovendien een Beheerraad opgericht worden, bestaande uit zeven leden, bij Koninklijk besluit benoemd en waaronder drie personen deskundigen zouden zijn in zake van mijnbouw en drie personen de afgevaardigden bij de mijninspectie zouden vertegenwoordigen.

De kolenproductie zou voorbehouden worden aan de vennoten en het overschot verkocht.

De winst zou omgeslagen worden als volgt : 5 t. h. voor de reserve, 5 t. h. voor de beheerders en het personeel, 45 t. h. voor het bijzonder fonds en 45 t. h. voor de vennoten.

Ontwerp van den heer Vandersmissen.

Dit ontwerp benaderde het standpunt van de heeren Habets en Dehasse. De Beheerraad zou benoemd worden door de Kamer en den Senaat, als volgt : een derde onder de personen die een kolenmijn bestuurd hebben gedurende vijf jaren, ten minste; een derde onder de werklieden die gedurende vijf jaren, ten minste, gewerkt hebben te Wandre. Een derde onder de personen die het diploma van doctor in de rechten of van mijnbouwingenieur bezitten; er zou, bovendien, een Regeeringscommissaris zijn.

De heer Vandersmissen vond dat de onderneming te Wandre, eene proefneming zou zijn en hij liet de werklieden deelen in de winst.

Ontwerp van het Beheer der Mijnen.

Dit ontwerp voorzag de invoering van een regel om, niet alleen de concessie te Wandre, doch ook andere kolenmijnen, te ontginnen; het voorzag evenwel ook dat de regie hare bedrijven aan groepen van gemeenten of aan particulieren zou kunnen overmaken met tussenkomst van de regie zelf.

Er zou een Beheerraad ingesteld worden, en vervolgens en Toezichtscomiteit en een Raadgevend Comité. In dit laatste Comité konden werklieden en

vait y avoir des ouvriers et des représentants des consommateurs.

Le bilan devait être approuvé par la Chambre.

Le bénéfice aurait été réparti comme suit : 25 % à la réserve, 20 % au profit d'œuvres en faveur des ouvriers, 20 % à la disposition du Conseil d'administration pour être répartis entre les communes sous lesquelles la concession s'étend, le restant du bénéfice serait versé au Trésor.

Le projet prévoyait l'établissement d'un statut du personnel.

Un prix de revient type aurait été arrêté; lorsque le prix de revient réel aurait été inférieur, la différence aurait été répartie entre les ouvriers. Ceux-ci auraient pu se syndiquer, mais l'arbitrage aurait été établi.

Projet de la Centrale des Mineurs
(signé par Dejardin et Lombard.)

Les signataires faisaient d'abord observer qu'ils n'entendaient pas lier la question de la nationalisation des mines. Le projet visait surtout le charbonnage de Wandre, mais la pensée des auteurs était qu'il faudrait un Grand Conseil d'Administration de la Régie des Mines nommé par la Chambre. Le rôle de celui-ci aurait été d'administrer la régie en grand, de faire creuser des puits en Campine et dans le Sud du Hainaut, de nationaliser même des mines existantes. En dessous, il y aurait eu un Conseil de charbonnage ayant toutes les attributions des Conseils d'administration actuels de charbonnage et composés de deux délégués de l'Administration des Mines, deux délégués de la Centrale des Mineurs, deux délégués de la Commission des charbons, un délégué du Gouvernement.

Il y aurait eu en outre un Collège de commissaires comprenant deux techniciens et deux ouvriers.

Un Comité consultatif de six membres désignés moitié par le Conseil d'administration et moitié par le Syndicat ouvrier aurait eu pour mission de suggérer des idées pour améliorer l'exploitation.

Le bénéfice aurait été réparti comme suit : 50 % répartis entre le personnel d'après les salaires et les journées effectuées; 25 % pour un fonds de réserve et 25 % pour amélioration de la situation du personnel.

Le projet prévoyait des mesures pour maintenir la discipline, mais supprimait les amendes.

Ces études n'eurent aucune suite, on peut le regretter.

Si l'idée de Wauters avait été réalisée nous aurions aujourd'hui une loi qui permettrait de reprendre et maintenir en activité des charbonnages qui disparaissent diminuant d'autant le patrimoine du pays.

vertegenwoordigers der verbruikers opgenomen worden.

De balansrekening moest goedgekeurd worden door de Kamer.

De winst moest omgeslagen worden als volgt : 25 t. h. voor de reserve, 20 t. h. voor de werken ingericht ten voordeele van de werklieden, 20 t. h. ter beschikking gesteld van den Beheerraad, om te worden verdeeld over de gemeenten onder wier gebied de ontginning zich uitstrekt, het overblijvend winstbedrag moest gestort worden aan de Schatkist.

Het ontwerp voorzag de invoering van ständregelen voor het personeel.

Men zou een type-kostprijs vastgesteld hebben; beliep de werkelijke kostprijs minder, dan moest het verschil omgeslagen worden over de werklieden. De werklieden hadden het recht zich te syndikeren, doch de scheidsrechterlijke procedure werd ingevoerd.

Ontwerp van de Centrale der mijnwerkers
(ondertoeikend door Dejardin en Lombard.)

De onderteekenaars deden eerst opmerken dat zij de quaestie niet wilden verbinden met de nationalisatie der mijnen. Het ontwerp bedoelde vooral de mijn van Wandre, maar het inzicht van de indieners was dat er een Groote Beheerraad van de Regie der Mijnen, door de Kamer benoemd, diende opgericht. De rol van deze zou geweest zijn in 't groot te besturen, putten te doen graven in de Kempen en in Zuid Henegouwen, zelfs de bestaande mijnen te nationaliseeren. Daaronder zou een Mijnsraad hebben gestaan met al de bevoegdheden van de tegenwoordige Beheerraden van Mijnen, en samengesteld uit twee afgevaardigden van het Mijnsbestuur, twee afgevaardigden van de Centrale der Mijnwerkers, twee afgevaardigden van de Kolencommissie, één afgevaardigde van de Regering.

Bovendien zou er een College van Commissarissen geweest zijn bestaande uit twee technici en twee arbeiders.

Een Comiteit van advies van zes leden, voor de helft benoemd door den Beheerraad en voor de helft door het arbeiderssyndicaat, zou voor taak hebben voorstellen te doen om de exploitatie te verbeteren.

De winst zou verdeeld worden als volgt : 50 t. h. verdeeld over het personeel volgens de loonen en de arbeidsdagen; 25 t. h. voor een reservefonds en 25 t. h. voor de verbetering van den toestand van het personeel.

Het ontwerp voorzag maatregelen om de tucht te doen heerschen, maar schafte de boeten af.

Deze studies hadden geen gevolg, en men kan het betreuren.

Ware het idee van Wauters verwezenlijkt geworden, dan hadden wij nu een wet die zou toelaten kolenmijnen die verdwijnen — vermindering dus van 's lands rijkdom — over te nemen en in werking te houden.

L'EXPLOITATION DES MINES PAR L'ÉTAT A FAIT SES PREUVES.

La notion de l'Etat, propriétaire et exploitant de mines, est entrée dans le domaine pratique en Allemagne, en Hollande et en Pologne.

En Allemagne.

Dans le premier de ces trois pays, des mines sont exploitées par la Prusse, la Saxe et d'autres Etats. En outre, les mines de la Sarre exploitées pour le compte de la France, en vertu du Traité de Versailles, appartenaient également à l'Etat et la partie de la Haute-Silésie passée à la Pologne, comportait également des mines domaniales.

Les mines exploitées actuellement au profit de l'Etat se trouvent dans la Ruhr, la Haute-Silésie et la Basse-Silésie.

Les mines de l'Etat prussien sont exploitées par trois sociétés dont le capital est entièrement propriété de l'Etat.

Ces trois sociétés sont :

La « Bergwerksgesellschaft Hibernia », capital 80 millions de Reichsmark;

La « Bergwerks A. G. Recklinghausen », capital 67 millions de Reichsmark;

La « Preussische Bergwerks und Hütten A. G. Berlin », capital 110 millions de Reichsmark.

Les deux premières sociétés englobent les mines de houille de l'Etat situées dans la Ruhr, la troisième exploite les autres mines de houille ainsi que des mines de fer, de plomb et de potasse.

Le nombre d'exploitations de houille domaniales, situées en Prusse est de 26, leur production annuelle est d'environ 60 millions de tonnes (38 % de la production totale).

En Saxe, les mines domaniales propriété de l'Etat et des villes de Zwickau, Lugau, Oelsnitz et Leipzig, produisent 75 % de la totalité des combustibles produite dans cet Etat.

Des villes possèdent aussi des mines de lignite. Les mines de lignite de l'Etat et des villes produisent 38 % de la production totale de ces combustibles.

En liaison avec ses mines de potasse, l'Etat prussien s'est réservé de grandes étendues de terrains pétrolifères où des exploitations sont en préparation.

La Prusse, la Bavière, le Wurtemberg et l'Etat de Bade participent encore dans une mesure appréciable dans la propriété des mines de sel.

Les mines domaniales de ces différents Etats sont bien outillées et dirigées selon les principes industriels modernes. Elles sont au premier rang en ce qui concerne l'hygiène, la sécurité et le logement des

DE EXPLOITATIE VAN DE MIJNEN DOOR DEN STAAT HEEFT DEN TOETS DOORSTAAN.

Het begrip van den Staat, eigenaar en exploitant van mijnen, werd reeds in de praktijk omgezet in Duitschland, in Nederland en in Polen.

In Duitschland.

In het eerste dezer drie landen worden mijnen ontgonnen door Pruisen, Saksen en andere Staten. Bovendien behoorden de mijnen van het Saargebied die, krachtens het Verdrag van Versailles, voor rekening van Frankrijk ontgonnen worden, ook aan den Staat toe en in dit deel van Opper-Silezië, dat in Poolse handen overgegaan is, waren eveneens domaniale mijnen.

De mijnen die thans voor rekening van den Staat ontgonnen worden bevinden zich in het Ruhrgebied, Opper-Silezië en Neder-Silezië.

De Pruisische Staatsmijnen worden ontgonnen, door drie maatschappijen waarvan het kapitaal gansch in handen van den Staat is.

Deze drie maatschappijen zijn :

De « Bergwerksgesellschaft Hibernia », kapitaal : 80 miljoen Reichsmark;

De « Bergwerke A. G. Recklinghausen », kapitaal : 67 miljoen Reichsmark;

De Pruisische « Bergwerke und Hütten A. S. Berlin », kapitaal : 110 miljoen Reichsmark.

De eerste twee maatschappijen omvatten de steenkolenmijnen van den Staat gelegen in het Ruhrgebied, de derde ontgint de andere steenkolenmijnen en ook ijzer, lood en potaschmijnen.

Het aantal domaniale mijnen, gelegen in Pruisen, bedraagt 26, hun jaarproductie ongeveer 60 miljoen ton (38 t. h. van de totale voortbrengst).

In Saksen bedraagt de voortbrengst van de domaniale mijnen, eigendom van den Staat en van de steden Zwickau, Lugau, Oelsnitz en Leipzig, 75 t. h. van al de brandstof welke in dezen Staat opgedolven wordt.

Er zijn ook steden die bruinkoolmijnen bezitten. De bruinkoolmijnen van den Staat en van de steden brengen 38 t. h. voort van de totale voortbrengst dezer brandstof.

Samen met zijn potaschmijnen heeft de Pruisische Staat uitgestrekte petroleumhoudende gronden voor zich bedongen waarop voor het oogenblik voorbereidende werken uitgevoerd worden.

Pruisen, Beieren, Wurtemberg en de Staat Baden zijn nog in vrij groote mate betrokken in den eigendom der zoutmijnen.

De domaniale mijnen dezer verschillende Staten zijn goed toegerust; zij worden bestuurd volgens moderne industrieele beginselen. Zij staan aan de spits wat de hygiëne, de veiligheid en de huisvesting van

ouvriers. Elles s'efforcent d'éviter le chômage; malgré la crise elles ont licencié très peu de personnel.

Nonobstant ces avantages, les mines domaniales de la Prusse ont réalisé 7.100.000 Reichsmark de profits en 1930, tous amortissements déduits et en 1931, année de crise intense, le bénéfice atteint presque sept millions.

La crise a amené l'abandon de plusieurs mines dans le bassin rhénan westphalien, l'Etat est intentionné de les reprendre.

L'exploitation par l'Etat a donc fait largement ses preuves en Allemagne et la question n'y est plus discutée. Au contraire, elle a fait des adeptes.

La Centrale des mineurs chrétiens s'est prononcée en faveur de la nationalisation par une résolution qui porte notamment ce qui suit :

« L'exploitation des mines ayant été dommageable au cours des dernières années aux intérêts collectifs du peuple, nous réclamons la remise des mines à la propriété collective ».

De son côté le parti social-démocrate du Reichstag a déposé une proposition de loi de reprise des charbonnages moyennant rachat.

En Hollande.

En Hollande, dès 1899, une commission créée par le Gouvernement déterminait les gisements et conclut à leur exploitation par l'Etat. Bientôt après le Gouvernement proposa de créer des charbonnages. La loi date du 24 juin 1901 et depuis cette date aucune partie du gisement n'a plus été concédée. Dans le Limbourg méridional l'Etat s'est réservé 26.500 hectares alors que les particuliers ont 5.930 hectares seulement.

Aujourd'hui les mines de l'Etat hollandais sont au nombre de quatre : les mines Wilhelmina, Ermina, Hendrik et Maurits; leur production a été de 7 millions 222.400 tonnes en 1931. Leur outillage est inférieur à celui des mines particulières et les profits qu'elles réalisent sont également inférieurs, mais l'exploitation n'ayant pas uniquement le profit pour but, de larges amortissements sont effectués et des réserves sérieuses sont constituées.

Ainsi, dans le rapport pour 1931, nous trouvons qu'au lieu de porter 60 centimes à la tonne pour amortissement, chiffre que les mines particulières considèrent comme suffisant, les mines de l'Etat ont porté à 93 centimes à la tonne.

Les mines de l'Etat ont établi des usines électriques, des usines à gaz qui distribuent leur production dans toute la province de Limbourg et dans plusieurs villes du Brabant Nord (Eindhoven, Hertogenbosch).

Elles sont exploitées selon les procédés les plus mo-

de de la Belgique. Elles s'efforcent d'éviter le chômage; malgré la crise elles ont licencié très peu de personnel.

Nonobstant ces avantages, les mines domaniales de la Prusse ont réalisé 7.100.000 Reichsmark de profits en 1930, tous amortissements déduits et en 1931, année de crise intense, le bénéfice atteint presque sept millions.

La crise a amené l'abandon de plusieurs mines dans le bassin rhénan westphalien, l'Etat est intentionné de les reprendre.

L'exploitation par l'Etat a donc fait largement ses preuves en Allemagne et la question n'y est plus discutée. Au contraire, elle a fait des adeptes.

La Centrale des mineurs chrétiens s'est prononcée en faveur de la nationalisation par une résolution qui porte notamment ce qui suit :

« L'exploitation des mines ayant été dommageable au cours des dernières années aux intérêts collectifs du peuple, nous réclamons la remise des mines à la propriété collective ».

De son côté le parti social-démocrate du Reichstag a déposé une proposition de loi de reprise des charbonnages moyennant rachat.

In Nederland.

In Nederland heeft, reeds in 1899, een Regeeringscommissie de kolenlagen vastgesteld en tot naasting er van door den Staat besloten. Kort daarop stelde de Regeering voor steenkolenmijnen in bedrijf te nemen. De wet dagteekent van 24 Juni 1901 en, sedert dien werd geen vergunning meer verleend voor niet een deel van het kolenrevier. In Hollandsch-Limburg heeft de Staat 26.500 hectaren voor zich gehouden, de particulieren beschikten er slechts over 5.930 hectaren.

Voor het oogenblik zijn er vier Staatsmijnen in Nederland : de mijnen Wilhelmina, Ermina, Hendrik en Maurits; in 1931 heeft de voortbrengst 7.222.400 ton bedragen. Zij zijn echter niet zoo goed toegerust als de particuliere mijnen, en de winst die zij maken is ook niet zoo groot, maar vermits bij de onderneming niet uitsluitend winst beoogd wordt, worden ruime amortisaties gedaan en aanmerkelijke reserves gevormd.

Zoo lezen wij in het verslag over 1931 dat, in plaats van de afschrijving per ton op 60 cent te stellen, welk cijfer door de particuliere mijnen voldoende geacht wordt, de Staatsmijnen deze op 93 cent de ton gesteld hebben.

De Staatsmijnen hebben electriciteits- en gasfabrieken opgericht die gansch de provincie Limburg en verscheidene steden van Noord-Brabant (Eindhoven, 's Hertogenbosch) voorzien.

De exploitatie geschiedt volgens de meest moderne

dernes, leur outillage est plus développé que celui des mines privées et la sécurité des ouvriers fait l'objet d'une surveillance très active.

En Pologne.

L'Etat polonais exploite à son profit les mines de charbon et de sel qui se trouvent dans les territoires annexés de la Haute-Silésie et de l'ancienne Autriche.

Nous n'avons pu obtenir de renseignements précis sur les profits réalisés, mais de ce que nous avons pu savoir il résulte que leur outillage est perfectionné et que leur exploitation est fructueuse.

*
**

Ce bref examen de la situation en Allemagne, en Hollande et en Pologne, montre bien que l'exploitation des mines par l'Etat n'a pas fait faillite, comme certains le soutiennent, mais l'expérience de ces pays démontre bien la capacité de l'Etat dans ce domaine et l'avantage que les Etats précités retirent de leurs exploitations.

L'IDÉE A PROGRESSÉ.

L'exploitation des mines par l'Etat a donc fait ses preuves en Allemagne, en Pologne et en Hollande. Dans d'autres pays, l'idée a été fortement agitée et elle a réalisé de réels progrès.

En France.

La loi française du 9 septembre 1919 limite la durée des concessions à nonante-neuf ans. Après cette durée un nouvel examen aura lieu, la concession pourra rentrer au domaine de l'Etat ou être renouvelée.

Par la même loi, l'Etat, les Départements, les communes et les syndicats, peuvent obtenir des concessions.

De plus les bénéfices sont limités, puisque les superbénéfices doivent être partagés avec l'Etat.

Les dispositions de la loi française de 1919 indiquent bien le progrès que les idées ont fait dans ce pays à propos de la propriété des mines. Ce n'est pas encore le droit exclusif de l'Etat, c'est l'acheminement vers cette idée. L'idée de la reprise a été formulée nettement par la proposition de loi Durafour, député radical et ancien ministre, déposée en 1927.

En Angleterre.

Les mines anglaises ont connu une période de grande activité pendant la guerre et des mesures graves durent être prises. Un organisme officiel fut créé qui recevait le charbon et le vendait. L'Etat réalisa par cette opération 180 millions de francs de bénéfice.

L'idée de la reprise des mines par l'Etat fut alors

methodes, de toerusting is uitgebreider dan deze der private mijnen en de veiligheid van de arbeiders wordt er in ruime mate beschermd.

In Polen.

De Poolse Staat ontgint voor eigen baat de steenkolen- en zoutmijnen, die gelegen zijn in de ingelijde gebieden van Opper-Silezië en voormalig Oostenrijk.

Wij hebben geen nauwkeurige inlichtingen kunnen bekomen over de gemaakte winst, maar uit wat ons ter oore gekomen is blijkt dat hun toerusting modern is en hun exploitatie winstgevend.

*
**

Uit dit beknopt onderzoek van den toestand in Duitschland, Nederland en Polen, kan men opmaken dat het Staatsmijnbedrijf niet failliet gegaan is, zooals sommigen beweren, maar de ervaring dezer landen is er wel een bewijs voor dat de Staat op dit gebied bekwaam is en dat dit bedrijf rendeerend geweest is voor de hierboven genoemde Staten.

HET DENKBEELD HEEFT VELD GEWONNEN.

Het Staatsmijnbedrijf heeft dus den toets doorstaan in Duitschland, Polen en Nederland. In andere landen is het denkbeeld druk besproken geworden en heeft het werkelijke vorderingen gemaakt.

In Frankrijk.

Bij de Fransche wet van 9 September 1919 wordt de duur van de concessies tot negen-en-negentig jaren beperkt. Na dit tijdsverloop, heeft een nieuw onderzoek plaats, waarna de concessie dan naar den Staat terugkeeren en vernieuwd worden kan.

Op grond van dezelfde wet, kunnen Staat, Departementen, gemeenten en syndicalen concessies bekomen.

Daarenboven wordt de winst beperkt, vermits de extra-winst met den Staat moet gedeeld worden.

Uit de bepalingen van de Fransche wet van 1919 blijkt genoeg welke vorderingen het denkbeeld in zake bezit der mijnen in dit land gemaakt heeft. Het is nog niet het exclusief Staatsbezit, maar men bevindt zich op dezen weg. Het denkbeeld van de naasting werd duidelijk omschreven in het wetsvoorstel Durafour, radikaal Kamerlid en gewezen minister, hetwelk in 1927 ingediend werd.

In Engeland.

Gedurende den oorlog hebben de Engelsche mijnen een tijd van groote bedrijvigheid gekend en moesten er scherpe maatregelen genomen worden. Een officieel organisme werd in het leven geroepen, dat de steenkolen overnam en verdeelde. Deze verrichting bracht 180 miljoen frank in de Staatskas.

Het denkbeeld van de naasting door den Staat

fortement agitée. Le 26 février 1919, une loi créait une commission qui devait étudier la question des salaires, les bénéfices et rechercher une nouvelle organisation de l'industrie charbonnière, soit sur la base du régime actuel, soit sur la base du contrôle ou de la nationalisation ou par tout autre moyen.

La commission, composée de cinq membres du Gouvernement, quatre représentants des patrons et trois représentants des ouvriers, sous la présidence du juge Sankey, tint plusieurs réunions et soumit quatre projets sur lesquels elle ne tomba pas d'accord.

Le rapport du juge Sankey sur la nationalisation qui fut signé par les autres membres de la commission, comprenait le passage suivant :

« Je recommande, en m'appuyant sur les témoignages que j'ai là devant moi, disait le président, l'acceptation du principe de l'Etat-proprétaire des mines de charbon ».

L'idée du juge Sankey n'a pas été réalisée. La commission de 1925 a émis également un avis favorable dans son rapport où nous trouvons le passage suivant :

« L'organisation actuelle de l'industrie est défectueuse. Ses défauts portent atteinte aux intérêts de la nation. Ils sont particulièrement dommageables pour les mineurs; ils les atteignent dans leurs salaires, durée du travail, sécurité et régularité du travail. Sa réorganisation s'impose par conséquent. Pour la rendre satisfaisante, il est nécessaire que les mineurs aient, par leurs représentants, un large droit de contrôle sur la situation générale de la mine et sur la direction de ses divers services. Si cela était, les améliorations nécessaires seraient plus franchement indiquées et plus rapidement adoptées. Cette réorganisation et cette participation ne peuvent être réalisées aussi longtemps que les mines sont propriétés privées. Elles devraient donc être nationalisées. »

En Tchécoslovaquie.

Une proposition de loi déposée au Parlement de ce pays par les députés Pohl et Jarolim, prévoit la reprise des charbonnages sans indemnités.

QUELLE FORME DONNER A L'ORGANISME A CRÉER ?

Nous croyons avoir démontré que la reprise des mines est indispensable pour maintenir l'industrie charbonnière en activité et que cette reprise serait avantageuse pour l'Etat.

Une question se pose maintenant : quelle forme donner à l'organisme d'exploitation? Notre pensée

verd toen druk besproken. Op 26 Februari 1919 werd door een wet een commissie in het leven geroepen, waaraan opdracht gegeven werd het loonvraagstuk en de winst te bestudeeren en een nieuwe inrichting van het steenkolenbedrijf uit te werken, hetzij op de grondslagen van het bestaande regime, hetzij op deze van toezicht of nationalisatie of van eenig ander middel.

De commissie, samengesteld uit vijf leden der regeering, vier vertegenwoordigers der werkgevers en drie vertegenwoordigers der arbeiders, onder voorzitterschap van rechter Sankey, hield verscheidene vergaderingen en diende vier ontwerpen in, daar zij het niet eens had kunnen worden.

Het verslag van rechter Sankey over de nationalisatie dat door de andere leden van de commissie onderteekend werd, bevatte den volgende passus :

« Op grond van de getuigenissen die voor mij liggen, aldus de voorzitter, prijs ik het beginsel aan van den Staat-eigenaar der steenkolenmijnen ».

Het denkbeeld van rechter Sankey werd niet doorgedreven. De commissie van 1925 heeft, op haar beurt, een gunstig advies in haar verslag uitgebracht, zooals blijkt uit den volgende passus :

« De huidige inrichting van het bedrijf is verkeerd. Haar gebreken zijn schadelijk voor de belangen der natie. Zij zijn vooral schadelijk voor de mijnwerkers; zij gevoelen er den weerslag van op hun loon, op den arbeidsduur, de veiligheid en den geregelde arbeid. Bijgevolg mag de herinrichting niet uitgesteld worden. Deze zal eerst dan bevredigend zijn wanneer aan de mijnwerkers, door bemiddeling van hun vertegenwoordigers, een ruim recht van toezicht toegestaan wordt op den algemeenen toestand der mijn en op de leiding der verschillende diensten. Indien zulks het geval was zouden de noodige verbeteringen openhartiger aangewezen en spoediger aangenomen worden. Deze herinrichting en deze medezeggenschap zijn niet voor verwezenlijking vatbaar zolang de mijnen privaatbezit zijn. Bijgevolg zouden zij moeten genationaliseerd worden. »

In Tsjechoslowakije.

In het Parlement van dit land werd een wetsvoorstel ingediend door de volksvertegenwoordigers Pohl en Jarolim, waarbij de overname van de steenkolenmijnen zonder schadeloosstelling voorzien wordt.

DE VORM WELKE AAN HET NIEUW ORGANISME MOET GEGEVEN WORDEN.

Wij meenen aangetoond te hebben dat de naasting der mijnen onmisbaar is om het steenkolenbedrijf aan den gang te houden en dat deze naasting voordeelig zijn zou voor den Staat.

Hier moet nu de vraag gesteld worden : welke vorm moet er aan het bedrijfsorganisme gegeven worden?

n'est pas de charger directement l'Etat de cette exploitation. On a fait à l'Etat une réputation imméritée de mauvais industriel, de mauvais commerçant et de mauvais patron. On a accumulé les accusations fausses ou fondées et il serait bien vain d'essayer maintenant de changer l'opinion publique à ce sujet. Le temps passera et le bon sens finira bien par reprendre le dessus.

Nous songeons à une régie autonome avec une administration centrale des directions régionales.

Le Parlement aura, pour se guider, la loi établissant le statut de la Société nationale des Chemins de fer et la loi créant la régie des télégraphes et des téléphones.

PAR QUEL MOYEN FAUT-IL FAIRE RENTRER LES MINES AU DOMAINE DE L'ÉTAT ?

Faut-il purement et simplement exproprier les mines ou bien faut-il les racheter ?

Si on les exproprie contre indemnité, d'après quelle base faut-il établir celle-ci ?

Sur la première question nous faisons observer que l'opinion que nous allons exprimer ne constitue pas un principe rigide. Il se peut parfaitement qu'il soit question à certain moment d'une expropriation pure et simple. L'intérêt de la collectivité pourrait, dans certaine circonstance, exiger une mesure aussi radicale et le pouvoir devrait, dans ce cas, agir selon les nécessités.

Mais au moment où nous sommes, nous pensons que l'expropriation doit se faire contre indemnité.

Le principe posé, comment évaluer celle-ci. Faut-il expertiser les charbonnages et en payer le montant aux sociétés concessionnaires ? Nous ne pensons pas qu'il serait juste de procéder ainsi. Le simple procédé comptable ne peut-être admis en l'occurrence.

Nous croyons que la valeur de rachat doit être établie en prenant le capital réellement souscrit, l'Etat reprenant toutes choses en l'état tant actives que passives.

Des sociétés ont un passif inférieur à l'actif, d'autres sont dans une situation contraire. Dans l'ensemble, des compensations se produiraient et l'on peut supposer que l'opération se présenterait dans des conditions d'équité pour l'Etat.

Mais les sociétés ayant un actif réalisable favorable protesteront. Seront-elles fondées à protester ?

Naar onze meening moet dit bedrijf niet rechtstreeks op de schouders van den Staat gelegd worden. Men heeft aan den Staat de onverdiende reputatie gegeven van slecht industrieel, van slecht handelaar en van slecht werkgever. Men heeft valsche en gegronde beschuldigingen opeengestapeld zoodat het wel een vergeefsche poging zijn zou op dit stuk de openbare meening te doen keeren. Tijd en gezond verstand zullen op den duur wel de overhand hebben.

Wij hebben een zelfstandig overheidsbedrijf op het oog met centraal bestuur en gewestelijke leiding.

Het Parlement kan als voorbeeld de wet nemen betreffende het statuut van de Nationale Maatschappij der Spoorwegen en de wet houdende instelling van de regie van telegraphen en telefonen.

HOE MOET DE NAASTING DOOR DEN STAAT GESCHIEDEN ?

Moeten de mijnen eenvoudig onteigend of moeten zij genaast worden ?

Indien men ze tegen schadeloosstelling onteigent, op welke grondslagen moet deze dan berekend worden ?

Op de eerste vraag moeten wij doen opmerken dat onze meening geen onwrikbaar beginsel is. Het is niet uitgesloten dat er, op zeker oogenblik, sprake weze van een eenvoudige onteigening. Deze ingrijpende maatregel zou, in een bepaalde omstandigheid, in het belang van de gemeenschap kunnen liggen en de overheid zou, in dit geval, moeten kunnen handelen volgens de omstandigheden.

Maar, zelf op dit oogenblik, zijn wij van meening dat de onteigening tegen schadeloosstelling moet geschieden.

Eens het beginsel gesteld, hoe moet deze dan berekend worden. Moeten de steenkolenmijnen geschat worden en moet het bedrag aan de vergunninghoudende maatschappijen uitgekeerd worden ? Naar onze meening zou zulks niet de rechtvaardigste handelwijze zijn. Zulke berekening kan in dit geval niet toegelaten worden.

Wij meenen dat de waarde van de naasting moet berekend worden op grond van het werkelijk ingeschreven kapitaal; de Staat neemt alles over, activa en passiva, zooals het is.

Er zijn maatschappijen welker passiva minder bedragen dan de activa, in andere doet zich het tegenovergestelde voor. Over 't algemeen zouden er vereeningen plaats grijpen en men mag veronderstellen dat de Staat hierbij op billijke wijze zal behandeld worden.

De maatschappijen met gunstige activa zullen zich verzetten. Zullen zij het recht hebben verzet aan te teekenen ?

Le raisonnement à tenir nous semble devoir être le suivant. D'abord, la propriété des mines a un caractère spécial, nous l'avons démontré; on ne peut donc pas invoquer les principes qui régissent dans la société actuelle la propriété ordinaire.

Des particuliers ont reçu un bien de l'Etat. Pour le mettre à fruit ils ont dépensé de l'argent, l'Etat reprend son bien, en remboursant les sommes déboursées par les concessionnaires. N'est-ce pas équitable?

Mais les sociétés riches vont invoquer que le produit de leur exploitation a été, en partie tout au moins, investi dans les bâtiments, l'outillage, etc. Pareille réclamation ne pourrait être soumise à examen que si le capital souscrit n'avait pas reçu un juste intérêt. Mais les profits réalisés représentent un intérêt des sommes souscrites, largement calculé. Nous avons donné des chiffres extraits des bilans de la période immédiatement précédant la guerre et la période immédiatement suivante qui le démontrent. Oui dans son ensemble, le capital des mines a été suffisamment rémunéré.

Nous pensons donc que le capital à rembourser aux souscripteurs ou aux détenteurs de titres doit être égal au capital actions plus le montant des obligations et qui n'ont pas été remboursées.

Nous verrons tantôt quelles sommes cette opération exigerait. Nous voulons maintenant examiner le moyen de reprise préconisé naguère par Guillaume Degreef. Le distingué professeur estimait que l'Etat pouvait devenir propriétaire des charbonnages en rachetant les actions en Bourse. Le moyen pouvait être praticable en 1886, au moment où il écrivit son étude sur la reprise des charbonnages; il ne l'est plus aujourd'hui. En effet, la majorité des titres des plus importants charbonnages sont en possession de grosses banques, qui ne s'en dessaisiront pas. L'opération ne pourrait donc se faire normalement et, dès lors, nous ne pensons pas qu'elle soit pratique.

Le moyen de rachat par remboursement du capital et du montant des obligations nous paraît le plus pratique. Mais il est évident que l'Etat ne devrait pas reprendre les concessions épuisées ou sur le point de l'être; le but n'est pas l'intérêt du concessionnaire, c'est l'intérêt de la collectivité.

Quelle somme pareille opération exigerait-elle?

En nous basant sur les données du *Recueil financier*, nous trouvons que le capital actions atteignait en 1929 la somme totale de fr. 688,914,692.64 pour le bassin du Sud et à 746,500,000 francs pour le bassin du Limbourg; total fr. 1,435,414,692.64.

Men moet dus blijkbaar als volgt redeneren. In de eerste plaats heeft de eigendom der mijnen een bijzondere karakter, wat wij aangetoond hebben; men kan zich, bijgevolg, niet beroepen op de beginselen welke in de huidige samenleving voor den gewonen eigendom gelden.

Particulieren hebben van den Staat een goed verkregen. Om het winstgevend te maken hebben zij geld uitgegeven, de Staat neemt zijn goed weer over door de sommen terug te betalen die de vergunninghouders uitgegeven hebben. Is zulks niet billijk?

De rijke maatschappijen zullen hiertegen inbrengen dat de opbrengst van hun bedrijf, althans gedeeltelijk, belegd werd in gebouwen, materieel, enz. Zulk bezwaar zou eerst dan kunnen onderzocht worden wanneer het ingeschreven kapitaal niet voldoende rentegevend geweest was. Uit de gemaakte winst blijkt echter dat de ingeschreven sommen ruimschoots vergoed werden. Wij hebben cijfers gegeven, getrokken uit de balansen van de jaren kort vóór den oorlog en deze kort na den oorlog, waaruit zulks blijkt. Over 't geheel genomen is het in de mijnen belegde kapitaal een voordeelige belegging geweest.

Bijgevolg meenen wij dat het kapitaal, hetwelk aan de inschrijvers of aan de houders van titels moet terugbetaald worden, gelijk moet zijn aan het aandeelenkapitaal vermeerderd met het bedrag van de schuldbewijzen en die niet terugbetaald werden.

Wij zullen verder zien hoeveel deze verrichting kosten zou. Wij willen thans de wijze van naasting onderzoeken welke destijds door Guillaume Degreef voorgesteld werd. De gezaghebbende professor was van meening dat de Staat eigenaar worden kon van de steenkolenmijnen door de aandeelen ter Beurse op te koopen. Het middel was misschien practisch in 1886, op het oogenblik waarop hij zijn studie over de naasting van de steenkolenmijnen schreef; zulks is thans niet meer het geval. Inderdaad, de meerderheid van de aandeelen van de belangrijkste steenkolenmijnen zijn thans in handen van de groote banken die ze niet zullen loslaten. De verrichting zou dus niet op normale wijze kunnen geschieden zoodat zij, naar onze meening, niet practisch is.

De naasting door terugbetaling van het kapitaal en van het bedrag der schuldbrieven lijkt ons nog het meest practisch. Maar het is natuurlijk dat de Staat de uitgeputte concessies, of deze die bijna uitgeput zijn, niet zou moeten overnemen; het doel is niet het belang van de vergunninghouders maar dit van de gemeenschap.

Welke som zou deze verrichting eischen?

Op grond van de gegevens van de *Recueil financier* zien wij dat het aandeelenkapitaal in 1929 totaal fr. 688,914,692.64 bedroeg voor het zuidelijk mijngebied en 746,500,000 frank voor het Limburgsch mijngebied, samen fr. 1,435,414,692.64.

Le montant des obligations en 1930 atteignait 70 millions 108,824 francs pour le bassin du Sud et 187 millions 444,500 francs pour le Limbourg; total : 257,553,324 francs.

La somme totale représentée par les actions portées aux bilans plus le montant des obligations, s'établit comme suit :

	Capital actions <i>Recueil financier</i> pour 1929.	Obligations <i>Recueil financier</i> de 1930.
Bassin du Sud	688,914,692 64	70,108,824 »
Campine	746,500,000 »	187,444,500 »
Totaux.	1,435,414,692 64	257,553,324 »
Total général.	1,692,968,016 64	

Mais ce total comporte des francs de différentes valeur. Le capital des anciens charbonnages a été souscrit en francs-or pour la plus grande partie. Faut-il le rembourser, francs-papier pour francs-or? Notre avis est que si l'on fait une opération de rachat il faudra tenir compte de la dépréciation du franc et il faudra appliquer un certain coefficient au capital souscrit avant la baisse de notre monnaie. Cette opération demanderait une somme de plusieurs milliards à ajouter au total de 1,692,968,000 francs.

La reprise dans ces conditions nécessiterait une somme de 4 milliards et demi à 5 milliards. La somme est rondelette. Doit-elle faire reculer l'Etat?

Que l'on reprenne les chiffres des bénéfices réalisés que nous avons donnés dans un chapitre précédent et l'on se rendra compte qu'un emprunt de cinq milliards nécessité par le rachat des mines et garanti par la valeur de celles-ci, pourrait être rapidement et aisément amorti.

Il y a lieu de déduire du chiffre ci-dessus, le capital action des charbonnages dont la concession est épuisée ou sur le point de l'être. Nous ne pouvons chiffrer la valeur des titres de ces charbonnages, mais quelle qu'elle soit, elle viendrait évidemment en déduction du chiffre indiqué plus haut.

Il faudra aussi déduire la somme correspondant à la valeur des actions remboursées. Le principe étant le remboursement des sommes déboursées par les actionnaires du début, celles qui ont été remboursées doivent évidemment venir en déduction.

Het bedrag van de schuldbrieven bereikte in 1930, 70,108,824 frank voor het zuidelijk gebied en 187 miljoen 444,500 frank voor Limburg, totaal : 257 miljoen 553,324 frank.

Het totaalcijfer van de aandelen op de balansen gebracht, vermeerderd met het bedrag der schuldbrieven, kan men verdeelen als volgt :

	Kapitaal aandelen <i>Recueil financier</i> voor 1929.	Schuldbrieven <i>Recueil financier</i> van 1930.
Zuidelijk mijngebied	688,914,692 64	70,108,824 »
Kempen	746,500,000 »	187,444,500 »
Totalen.	1,435,414,692 64	257,553,324 »
Algemeen totaal.	1,692,968,016 64	

In dit totaal zijn franken van verschillende waarde begrepen. Het kapitaal van de oude mijnen werd grootendeels in goud-franken ingeschreven. Moet het terugbetaald worden in papier- of in goud-franken? Naar onze meening zal er, in geval van naasting, rekening moeten gehouden worden met de waardevermindering van den frank en zal men op het kapitaal dat voor de waardevermindering van ons geld ingeleekend werd, een bepaalde coëfficiënt moeten toepassen. Deze verrichting zou verscheidene milliar-den kosten welke bij het totaal van 1,692,968,000 frank zouden moeten bijgevoegd worden.

In deze voorwaarden zou de naasting $4\frac{1}{2}$ tot 5 milliard kosten. Het is een vrij aardige som. Moet zij den Staat afschrikken?

Wanneer men de winsteijfers overziet die wij in een vorig hoofdstuk gegeven hebben zal men inzien dat een leening van 5 milliard, nodig voor de overname der mijnen en door de waarde er van gewaarborgd, in korten tijd en gemakkelijk zou kunnen afgelost worden.

Van bovenstaand cijfer moet het aandelen-kapitaal afgetrokken worden van de steenkolenmijnen waarvan de concessie uitgeput of bijna uitgeput is. Wij kunnen de waarde van de titels dezer steenkolenmijnen niet berekenen, maar, wat deze ook weze, zou zij natuurlijk van bovenstaand cijfer moeten afgetrokken worden.

Er zal ook de som moeten afgetrokken worden welke overeenstemt met de waarde van de terugbetaalde aandelen. Daar het beginsel berust op de terugbetaling van de sommen die door de eerste aandeelhouders gestort werden, zullen deze welke reeds terugbetaald werden natuurlijk moeten afgetrokken worden.

**LA RENTRÉE DES MINES AU DOMAINE DE L'ÉTAT
PERMETTRA-T-ELLE DE LES MAINTENIR TOUTES
EN ACTIVITÉ ?**

Ce que nous avons dit plus haut au sujet du principe de la propriété des mines suffit pour montrer que le principe des droits de l'État sur la propriété du sous-sol n'est pas contestable. Notre proposition du point de vue principe est donc déjà justifiée. Mais nous devons aussi examiner le fait, la situation existant.

Le régime existant, comme nous l'avons démontré, doit aboutir fatalement à la disparition d'une partie de nos mines, mais par leur rentrée au domaine, pourra-t-on les maintenir en exploitation ?

Pour répondre à cette question, il faut examiner si, dans l'ensemble, nos mines sont viables par elles-mêmes, sans une protection spéciale de l'État qui se produirait en dernière analyse par des charges supérieures aux avantages que l'exploitation des mines lui procurerait.

Il faut aussi compiler les chiffres, considérer, apprécier les résultats et prenant une période suffisamment étendue afin de lui ôter tout caractère de coïncidence ou d'exception.

Nous avons pris une période de 12 années avant 1912 et la période 1920-1930 et pour apprécier les résultats, nous allons nous en remettre aux publications officielles de l'Administration des Mines, qui n'ont pas été contestées, aux statistiques et aux bilans.

Pour la période de 1901 à 1912 : les dividendes distribués ont atteint 403,809,253 francs et les pertes ont été de 7,482,380 francs; la différence favorable fut donc de 396,326,873 francs.

Ces chiffres ressortissent de l'examen des bilans; les rapports de l'Administration des Mines qui établissent ces statistiques en faisant la balance du produit de l'extraction et des dépenses de toute nature, indiquent que pendant la même période la balance montre un solde favorable de 313,020,060 francs.

Si nous examinons maintenant la situation d'après guerre, nous trouvons ce qui suit :

De 1919 à 1930, les rapports de l'Administration des Mines accusent un profit net de 1,121,194,850 francs pour les usines du bassin du Sud, non compris le Limbourg; pendant la période de 1920 à 1930, pour les usines du bassin du Sud, également, les dividendes distribués ont atteint le chiffre de 1,360 millions.

Les bénéfices réalisés aussi bien depuis dix ans qu'avant la guerre sont donc intéressants, ils montrent qu'une exploitation par l'État procurerait de larges profits pour celui-ci.

Mais toutes les mines ne sont pas en honi, elles ne distribuent pas toutes et continuellement des divi-

**ZULLEN AL DE MIJNEN, NA HEROPNEMING IN HET
STAATSDOMEIN, IN WERKING KUNNEN BLIJVEN ?**

Wat wij hierboven gezegd hebben over het beginsel van den eigendom der mijnen volstaat om aan te toonen dat de aanspraken van den Staat op het bezit van den ondergrond onbetwistbaar zijn. In beginsel is ons voorstel dus reeds gebillijkt. Maar wij moeten ook het feit, den bestaanden toestand, onderzoeken.

Het bestaande regime moet, zooals wij aangetoond hebben, onvermijdelijk leiden tot de verdwijning van een deel onzer mijnen, maar zullen ze, door heropneming in het Staatsdomein, in werking kunnen blijven ?

Om op deze vraag te kunnen antwoorden moet men onderzoeken of onze mijnen, in 't geheel genomen, op zich zelf kunnen bestaan, zonder bijzondere bescherming van den Staat, welke, in laatste instantie, zwaarder vallen zou dan de voordeelen, welke de uitbating der mijnen zou opleveren.

Men moet ook de cijfers vergelijken en de uitslagen onderzoeken door een vrij lange tijdruimte te nemen, ten einde er alle karakter van samenloop of uitzondering aan te ontnemen.

Wij hebben een tijdruimte van 12 jaren genomen, vóór 1912, en het tijdperk 1920-1930, en om de uitslagen te beoordeelen, zullen wij ons verlaten op de officieele uitgaven van het Mijnbeheer, welke niet tegengesproken werden op de statistieken en balansen.

Voor het tijdperk 1901 tot 1912 hebben de uitgekeerde winstaandeelen 403,809,253 frank bedragen, en de verliezen 7,482,380 frank, een verschil dus van 396,326,873 frank.

Deze cijfers kan men opmaken uit het onderzoek der balansen; de verslagen van het Mijnbestuur, waarin deze statistieken opgemaakt worden op grond van de balans van de opbrengst van wat naar boven gebracht wordt, en van de uitgaven van allen aard, toonen aan dat gedurende hetzelfde tijdperk de balans een voordeelig saldo van 313,020,060 frank aanwees.

Indien wij nu den toestand na den oorlog onderzoeken, vinden wij wat volgt :

Van 1919 tot 1930, wijzen de verslagen van het Mijnbestuur een netto-winst aan van 1,121,194,850 frank voor de werkplaatsen van het Zuidelijk mijngebied, Limburg niet inbegrepen; gedurende het tijdperk van 1920 tot 1930, werden, voor de werkplaatsen van het Zuidelijk mijngebied, 1,360 miljoen uitgekeerd aan winstaandeelen.

De winst, bekomen zoowel sedert de laatste tien jaren als vóór den oorlog, is dus belangrijk; zij bewijst dat de ontginning door de Staat, voor dezen laatste zeer voordeelig zijn zou.

Maar niet alle mijnen zijn winstgevend; niet alle kennen dividendten toe. Derhalve ziet men dat de

dendes. Dès lors, celles qui sont en déficit ont tendance à fermer laissant le gisement improductif.

De 1922 à 1931 inclus, les pertes pour l'ensemble du bassin du Sud ont atteint le chiffre de 159,086,706 francs et dans ce total les mines du Borinage entrent pour 55,691,266 francs.

Dans l'état actuel des choses des sociétés réalisent de gros profits. D'autres sont en déficit d'une façon presque continuelle.

Les mines riches ne traitent pas mieux leur personnel que les mines pauvres, les mesures de protection prises par le Gouvernement n'ont pas sauvé les mines déficitaires, mais les charbonnages riches en ont profité et ils ont réalisé des profits au détriment de la collectivité.

La nationalisation permettra de faire avec l'ensemble des charbonnages un bloc et toutes les mines pourront continuer leur exploitation dans de bonnes conditions.

A. DELATTRE.

PROPOSITION DE LOI

Article premier.

Les exploitations charbonnières, ainsi que leurs annexes directes seront transmises au domaine de l'Etat contre indemnité.

Art. 2.

La valeur de rachat sera déterminée d'après la valeur d'émission des actions et des obligations non remboursées.

Art. 3.

Le Gouvernement est autorisé à contracter un emprunt destiné à couvrir l'opération de rachat.

Art. 4.

Dans les six mois de la promulgation de la présente loi, une loi spéciale sera établie qui réglera les conditions de fonctionnement des charbonnages rentrés au domaine de l'Etat.

bedrijven, die een tekort boeken, de neiging hebben hun deuren te sluiten en de kolenlaag braak te laten liggen.

Van af 1922 tot en met 1931, beliep het verlies voor de geheele kolenstreek van het Zuiden, 159,086,706 frank, en in dit cijfer bedraagt het verlies voor de Borinagemijnen 55,691,266 frank.

In den huidige toestand treft men vennootschappen aan die aanzienlijke winsten maken. Andere moeten bijna voortdurend tekort boeken.

De rijke mijnen behandelen niet beter haar personeel dan de arme; de beschermingsmaatregelen, door de Regeering genomen, hebben de met verlies werkende mijnen niet gered; doch de rijke bedrijven hebben er voordeel uit gehaald en zij hebben winsten opgeleverd ten nadeele van de gemeenschap.

De nationalisatie zal toelaten, met alle kolenmijnbedrijven een enkele inrichting tot stand te brengen en alle bedrijven zullen hunne ontginning kunnen voortzetten, onder goede voorwaarden.

A. DELATTRE.

WETSVOORSTEL

Eerste artikel.

De steenkolenmijnen, alsmede hun rechtstreeksche aanhoorigheden worden, mits vergoeding, aan het Staatsdomein overgemaakt.

Art. 2.

De naastingwaarde wordt bepaald volgens de waarde van uitgifte der niet uitgekeerde aandelen en obligaties.

Art. 3.

De Regeering is gemachtigd om een leening te sluiten, bestemd om de naastingverrichting te dekken.

Art. 4.

Binnen de zes maanden na de afkondiging van de tegenwoordige wet, zal een bijzondere wet tot stand komen, waarbij de werkingwijze van de opnieuw bij het Staatsdomein vereenigde Steenkolenmijnen zal geregeld worden.

A. DELATTRE.

J. DEJARDIN.

Alf. LOMBARD.

Ed. FALONY.

Emile BRUNET.